



République Togolaise
Travail - Liberté - Patrie



Etude sur les métiers porteurs adossés à l'agropole de la région de la Kara

Réalisé par :

Département de l'Observatoire de l'Emploi (DOE)



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Janvier 2018

**Etude sur les métiers porteurs adossés à l'agropole de la
région de la Kara**

Table des matières

Table des matières	II
Liste des graphiques	III
Liste des tableaux	IV
Sigles et acronymes	V
Avant propos	1
Remerciements	2
Résumé exécutif	3
Introduction	4
I. Objectifs et résultats attendus.....	6
1- Objectif général	6
2- Objectifs spécifiques.....	6
3- Résultats attendus	6
II. Méthodologie	6
1- Phase préparatoire.....	6
2- Phase de collecte de données	7
3- Phase de traitement de données et de rédaction du rapport	7
III. Présentation de la région de la Kara et définition de concepts	7
1. Présentation de la région de la Kara	7
2. Définition de quelques concepts clés.....	8
a. Agropole	8
b. Filière et métier porteurs en agriculture	8
IV. Principaux résultats de l'étude	8
1. Filières et métiers porteurs adossés à la zone d'implantation de la région de la Kara ...	8
2. Cartographie des acteurs	9
a. Identification des acteurs	9
b. Caractérisation de l'offre de formation	10
c. Entreprises agricoles.....	11
d. Besoin en ressources humaines (profil recherché) et difficultés rencontrées	13
e. Chaine de valeurs et partenariats	17
3. Atouts et contraintes des filières porteuses retenues	19
4. Besoins en compétences et perspectives	21
Conclusion.....	23
Annexe	24
Bibliographie.....	50

Liste des graphiques

Graphique 1: Répartition des entreprises agricoles selon le statut	11
Graphique 2: Répartition des entreprises agricoles selon leur domaine d'activités	11
Graphique 3: Répartition des entreprises selon la périodicité de l'activité	12
Graphique 4: Répartition des entreprises agricoles selon les tranches de chiffre d'affaires annuel moyen	12
Graphique 5: Répartition des entreprises agricoles selon les tranches de chiffre d'affaires annuel moyen de l'activité la plus rentable	13
Graphique 6° : Répartition (%) des besoins en recrutement des entreprises agricoles par métier au cours des douze derniers mois.....	14
Graphique 7: Répartition des besoins en recrutement des entreprises agricoles par métier au cours des douze ou vingt-quatre mois à venir.....	15
Graphique 8: Répartition des niveaux d'instruction recherchés par les entreprises agricoles	15
Graphique 9: Répartition des difficultés rencontrées par les entreprises agricoles lors des recrutements	16
Graphique 10: Répartition des difficultés liées à l'expansion des entreprises agricoles.....	16
Graphique 11: Répartition des entreprises selon le lieu de satisfaction de leur besoins	17
Graphique 12: Répartition des entreprises selon les besoins non satisfaits.....	18
Graphique 13 : Répartition des entreprises selon le lieu de vente de la production.....	18
Graphique 14: Les plans d'expansion de l'entreprise	22

Liste des tableaux

Tableau 1: Répartition (%) des entreprises agricoles selon l'expression du besoin de recrutement passé ou futur	14
Tableau 2: Appréciation de la situation financière de l'entreprise au cours des 12 derniers mois.....	21
Tableau 3: Projection de la situation financière de l'entreprise dans les trois prochaines années	22

Sigles et acronymes

ANPE :	Agence nationale pour l'emploi
ANSAT :	Agence nationale de la sécurité alimentaire du Togo
BAD	Banque africaine de développement
CapED :	Capacités pour une éducation durable
CIDAP :	Centre international de développement agro-pastoral
CIR	Cadre intégré renforcé
DOE :	Département de l'observatoire de l'emploi
DRAEH :	Direction régionale de l'agriculture de l'élevage et de l'hydraulique
DRAENF :	Direction régionale de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle
EQJA :	Education qualifiante pour jeunes et adultes
ETFP :	Enseignement technique et de formation professionnelle
FES-Sarl	Fortunate eagle sunshine
ICAT :	Institut de conseil d'appui technique
INSEED :	Institut national de statistique et des études économiques et démographiques
INFPP-Kara :	Institut national de formation et de perfectionnement professionnels
ITRA :	Institut togolais de recherche agronomique
ODD :	Objectifs de développement durable
ONG :	Organisation non gouvernementale
PDPR-K :	Projet de développement de la production rizicole dans la région de la Kara
PIB :	Produit intérieur brut
PND :	Plan national de développement
PNPER :	Projet national de promotion de l'entrepreneuriat rural
PSE :	Plan sectoriel de l'éducation
PTFs :	Partenaire techniques et financiers
QUIBB	Questionnaire unifié des indicateurs de base de bien être
SCAPE :	Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi
SCOOPS :	Sociétés de coopératives simplifiées
SCOOP-CA :	Société de coopérative avec conseil d'administration
ESOP :	Entreprise service des organisations paysannes
UNESCO :	Organisation des nations unies pour l'éducation, la science et la culture
VAPE-Riz	Valorisation de l'agriculture et promotion de l'élevage-Riz

Avant propos

Les mutations démographiques, technologiques et économiques de ces dernières décennies exacerbent la crise de l'emploi dans les pays africains où plus du tiers de la population active est touché par le phénomène du chômage et son pendant de sous-emploi. Pour y remédier, il est indispensable d'intensifier les efforts de promotion de l'emploi. Ainsi, la formation professionnelle qui constitue un puissant vecteur de développement des compétences, est au cœur des politiques de promotion de l'emploi.

Pour ce faire le Gouvernement, s'est engagé, avec l'appui de ses partenaires au développement, à améliorer la qualité et la pertinence du système d'Enseignement technique et de formation professionnelle (ETFP). Dans ce cadre, avec l'appui de l'UNESCO, il met en œuvre le projet de renforcement de capacités pour une éducation durable (CapED). Le Projet CapED est une initiative novatrice pour apporter une réponse aux difficultés d'insertion des jeunes en milieu rural à travers un dispositif de formation professionnelle adapté.

Ainsi, pour anticiper les opportunités d'emploi autour de l'agropole de Kara et mieux assurer la formation professionnelle des jeunes, une enquête prospective sur les filières et métiers agricoles porteurs a été conduite par l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) dans cinq (5) préfectures de la région de la Kara.

Le présent rapport présente les résultats de cette enquête et s'inscrit dans la dynamique de réforme du dispositif de formation professionnelle au Togo.

Remerciements

Le présent rapport sur les métiers porteurs dans la zone de l'agropole de Kara est une initiative du projet de renforcement de capacités pour une éducation durable (CapED) de l'UNESCO. Ce projet a financé toutes les étapes du processus allant de la collecte des données à l'élaboration du rapport.

Les remerciements vont spécialement à M. Edmond Comlan AMOUSSOU, Directeur général de l'ANPE et à l'UNESCO à travers M.Yves Watanakata NANTILLE, coordonnateur du projet CapED pour la confiance placée en l'Observatoire de l'emploi dans la réalisation de cette étude.

Nous adressons notre reconnaissance à l'équipe de l'Observatoire de l'emploi qui a conduit entièrement cette étude, et aux représentants du ministère chargé de la formation professionnelle, du ministère chargé de l'agriculture, du ministère chargé de l'alphabétisation, de l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED) pour leurs contributions aux différentes étapes de l'étude.

Nos remerciements vont également aux agents de collecte, de saisie de données, à tous les acteurs rencontrés pour leur disponibilité à fournir les informations recherchées et à tous ceux qui ont participé à la validation de ce rapport en apportant leurs observations et suggestions pour son amélioration.

Résumé exécutif

La question de l'adéquation formation-emploi est l'une des préoccupations majeures des autorités togolaises et constitue un axe important des politiques de développement et surtout celles visant la réduction le chômage et le sous-emploi surtout des jeunes. Ainsi, le Gouvernement, dans la perspective d'atteinte des objectifs du développement durable (ODD), s'est engagé à accompagner les personnes peu ou pas scolarisés dans leur insertion professionnelle afin d'améliorer les conditions de vie des populations. Dans cette logique, pour répondre aux besoins de main d'œuvre de l'agropole pilote qui sera implantée sur le bassin de la région de la Kara, le Gouvernement avec l'appui financier de l'UNESCO, veut anticiper sur les besoins de formation des jeunes et adultes surtout peu ou pas scolarisés en adéquation avec les filières et métiers agricoles porteurs adossées à cette agropole.

A cet effet, la présente étude a pour missions d'identifier les filières et métiers agricoles porteurs adossés, de faire une cartographie des acteurs (entreprises, ONG, PTF, Projets, centres de formation, etc.) opérant dans la zone d'implantation de l'agropole et d'identifier les besoins et opportunités offertes par les acteurs (PTF et entrepreneurs) potentiels de la région pour l'insertion des sortants de la formation.

Les informations collectées auprès des structures publiques locales (préfecture, ICAT, ITRA, DRAEH, projets PNPER, PDPR-K,...), des centres de formation agricoles (08) et des entreprises agricoles (93 unités de production agricole) de la zone d'implantation ont permis de réaliser cette étude. Ainsi, l'analyse de ces informations collectées a permis d'identifier trois (03) filières agricoles plus porteuses adossées à l'agropole de Kara à savoir le soja, le riz et le maïs compte tenue des atouts du milieu et des opportunités offertes par ces filières.

Cette analyse révèle également des métiers jugés porteurs compte tenu des besoins actuels et futurs des entreprises agricoles. Il s'agit entre autres, des métiers de semencier certifié, tractoriste, aménagiste de bas-fonds, technicien d'irrigation, maintenancier et réparateur des machines et équipements agricoles, conducteur de motoculteur, technico-commercial, fabricant des équipements et matériels de production et de transformation.

Pour la plupart de ces métiers, les offres de formation sont disponibles dans la région mais il est pertinent d'actualiser et d'harmoniser les programmes de formation et de renforcer les capacités techniques (équipements, ressources humaines) et technologiques des structures de formation pour mieux répondre aux besoins du marché du travail.

Par ailleurs, il est également relevé l'existence d'une synergie d'actions entre les principaux acteurs qui mérite d'être renforcée dans le but d'améliorer l'insertion professionnelle des sortants.

Introduction

L'éducation et la formation, notamment celles des jeunes occupent une place importante dans la politique de développement du Gouvernement basée sur les Objectifs de développement durable (ODD). Elles constituent la pierre angulaire de la stratégie du gouvernement en matière de promotion de l'emploi et de réduction de la pauvreté. En effet, elles participent à la formation du capital humain dont le pays a besoin pour relever les défis du développement.

Pour cette raison, le Gouvernement a adopté en mars 2010 le Plan sectoriel de l'éducation (PSE 2010-2020) pour améliorer la contribution du système éducatif au développement économique du pays à travers une meilleure adaptation des offres de formation aux besoins du marché du travail. Il est important de rappeler que ce PSE a été révisé pour le compte 2014-2025.

Cependant, les diagnostics des politiques publiques ont montré que le système éducatif togolais est caractérisé par une faible efficacité interne avec une déperdition scolaire importante et une faible corrélation entre les formations offertes et les compétences recherchées par les employeurs.

En outre, la situation sociodémographique suscite d'importants défis. En effet, la population togolaise croît à un rythme de 2,8% par an selon les résultats du recensement général de la population de 2010. Elle est essentiellement rurale (60%) et comporte une forte proportion de jeunes (75% de la population a moins de 35 ans et 60%, moins de 25 ans). Par ailleurs, 54% de la population en âge de travailler est au plus âgée de 35 ans.

Sur le plan économique, le secteur primaire (constitué de l'agriculture, l'élevage et la pêche), encore peu performant, est toujours le moteur de l'économie. Il contribue à 40% au PIB et occupe plus de 70 % des actifs vivant en majorité en milieu rural. Le taux de croissance du Produit intérieur brut (PIB) réel est passé de 2,4% en 2008 à 5,3% en 2015¹. Ces performances économiques ont induit un léger fléchissement de la pauvreté qui touche plus les jeunes, les femmes et le milieu rural. Selon les enquêtes QUIBB (2006,2011 et 2015), la proportion de la population togolaise vivant en dessous du seuil de pauvreté est passée de 61,7% en 2006 à 58,7% en 2011 et à 55,1% en 2015.

L'analyse du marché du travail révèle un déséquilibre quantitatif et qualitatif entre l'offre et la demande de travail. En effet, selon les projections de la Banque mondiale, les primo-demandeurs d'emplois attendus sur le marché du travail en 2017 est estimé à près de 35 000 jeunes², dont l'écrasante majorité ne dispose pas d'une qualification adaptée. A ceux-ci, s'ajoute un nombre important de jeunes analphabètes et déscolarisés qui arrivent également sur le marché du travail dépourvus de qualification. Cette situation a induit un taux cumulé de chômage et de sous-emploi préoccupant (28,3% en 2015³) qui touche plus les jeunes de la tranche 15-35 ans (29,1%).

La recherche de solutions idoines a conduit le Gouvernement à entreprendre plusieurs initiatives pour renforcer l'employabilité et améliorer l'insertion professionnelle des jeunes dans le tissu économique. Parmi ces initiatives figure la politique de développement du secteur agricole qui prévoit la mise en place des agropoles pour tirer meilleur profit des potentialités naturelles du pays et améliorer la contribution de l'agriculture à la croissance économique.

¹ Direction de l'économie (2016)

² Banque mondiale (2016), Projet emploi des jeunes du Togo, p.1

³ Résultats de l'enquête QUIBB 2015.

Pour ce faire, le Gouvernement se propose de mettre en place, dans le cadre de sa coopération avec l'UNESCO, un dispositif adapté de formation professionnelle dans les zones d'implantation des agropoles pour donner aux jeunes surtout ruraux une qualification leur permettant de s'insérer sur le marché du travail.

Ainsi dans le cadre de la mise en place de l'agropole de la région de la Kara, le gouvernement, à travers le projet de renforcement de capacités pour une éducation durable (CapED⁴) financé par l'UNESCO, explore de nouvelles pistes pour assurer une formation professionnelle aux jeunes sans scolarisation ou déscolarisés en milieu rural.

A cet effet, l'UNESCO a sollicité l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) pour réaliser une étude d'identification des métiers porteurs dans la zone d'implantation de l'agropole de la région de la Kara.

Dans le souci de faciliter la compréhension, le présent rapport rappelle d'abord les objectifs assignés à cette étude et ensuite expose l'approche méthodologique. Enfin, ce rapport présente la région de la Kara et les principaux résultats de l'étude, ce qui a permis de faire des recommandations.

⁴ Ce projet vise à renforcer les capacités des acteurs de l'ETFP au Togo, pour moderniser et valoriser la partie Formation professionnelle du système d'ETFP, en particulier l'apprentissage y compris, à travers une meilleure intégration de la formation professionnelle et des modules d'alphabétisation.

I. Objectifs et résultats attendus

1- Objectif général

Cette étude vise à identifier les métiers porteurs et les opportunités offertes par les acteurs dans les zones d'implantation des agropoles au Togo notamment celui de la région de la Kara pour offrir aux jeunes surtout peu ou pas scolarisés des opportunités d'emploi.

2- Objectifs spécifiques

Il s'agit de façon spécifique de:

- ✓ identifier les métiers porteurs liés aux agropoles dans la région de la Kara
- ✓ faire une cartographie des acteurs (entreprises, ONG, etc.) opérant dans la zone d'implantation de l'agropole
- ✓ Identifier les besoins et les opportunités offertes par les acteurs (PTF et entrepreneurs) potentiels de la région pour l'insertion des sortants de l'EQJA.

3- Résultats attendus

Au terme de cette étude, les résultats suivants sont atteints:

- ✓ les métiers porteurs liés à l'agropole dans la région de la Kara sont identifiés ;
- ✓ une cartographie des acteurs (entreprises, ONG, etc.) opérant dans la zone d'implantation de l'agropole de la région de la Kara est faite;
- ✓ les besoins et les opportunités offertes par les acteurs (PTF et entrepreneurs) potentiels pour l'insertion des sortants de l'EQJA sont identifiés.

II. Méthodologie

L'approche participative a guidé la conduite de l'étude. La méthodologie utilisée a consisté en des recherches à travers une revue documentaire et des enquêtes pour identifier les filières porteuses puis déterminer les métiers agricoles porteurs auprès des entreprises agricoles ou des acteurs des filières identifiées. Trois principales phases ont marqué la conduite de cette étude.

1- Phase préparatoire

Elle a consisté à effectuer des démarches auprès des structures techniques du ministère chargé de l'agriculture pour avoir des informations sur la mise en place des agropoles et les différentes filières qui y seront développées. Les échanges ont également permis de recentrer l'étude sur l'agropole de la région de Kara et de constituer la base de sondage des entreprises agricoles de cette région.

Suite aux échanges, les outils de collectes (guide d'entretien, questionnaire entreprise agricole et structure de formation) ont été élaborés et validés au cours d'un atelier avec les représentants de l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED), des ministères chargés de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, de l'agriculture et de l'alphabétisation.

2- Phase de collecte de données

Elle a été marquée par des entretiens avec les acteurs notamment les autorités locales, les responsables régionaux de l'agriculture (DRAEH, ICAT, ITRA et Chambre régionale d'agriculture) et les coordonnateurs de projets agricoles (PNPER, PDPR-K) qui ont permis de dresser et hiérarchiser une liste des filières agricoles porteuses de la région de la Kara (soja, riz et maïs) à partir de laquelle la liste des entreprises agricoles à enquêter, a été retenue.

A l'issue des entretiens des questionnaires ont été administrés aux centres de formation professionnelle et aux entreprises/organisations professionnelles agricoles. La collecte s'est déroulée dans cinq (05) préfectures de la région qui entourent la zone d'agropole à savoir la préfecture de Bassar, de Dankpen, de Doufelgou, de la Kéran et de la Kozah. L'ensemble des entreprises concernées ont été systématiquement enquêtées dans ces préfectures.

Au total huit (08) structures de formation et quatre-vingt-treize (93) entreprises/organisations professionnelles agricoles ont été enquêtés.

Il faut souligner que la collecte a concerné toutes les unités de production et de transformation agricoles et les structures de formation professionnelle agricole relatives aux filières soja, riz et maïs dans la zone d'implantation de l'agropole.

3- Phase de traitement de données et de rédaction du rapport

Les données collectées ont été saisies sous une maquette conçue sous le logiciel statistique CsPro 6.2. Le traitement et la tabulation ont été faits sous les logiciels Stata 14.0 et Microsoft Excel 2010. La rédaction du rapport de l'étude a été réalisée avec l'appui de l'INSEED et du ministère chargé de la formation professionnelle.

III. Présentation de la région de la Kara et définition de concepts

1. Présentation de la région de la Kara

La région de la Kara, d'une superficie de 11630 km² est l'une des 5 régions économiques du Togo. Située au Nord, elle a pour chef-lieu la ville de la Kara et comprend sept préfectures à savoir Assoli, Bassar, Binah, Dankpen, Doufelgou, Kéran et Kozah.

Son relief, très varié, est composé de plaines, de vallées, de plateaux et dominé particulièrement par de vieux massifs qui s'étendent jusqu'au Bénin et au Ghana. Elle jouit d'un climat tropical de type soudano guinéen avec 4 à 5 mois de saison sèche de novembre à mars.

En 2010, le 4^e recensement générale de la population a révélé que la région de la Kara a compté 769 940 âmes dont 51,1% de femmes et 30,8% de jeunes de 15-34 ans. Elle présente donc une population assez jeune.

En termes économiques, les principales activités de la région restent l'agriculture et le commerce. Elle est un centre agricole important où sont produits l'igname, le mil, l'arachide, le sorgho, le soja, le maïs, le riz, les mangues et autres fruits. On retrouve également la volaille, les bovins, les porcs et les petits ruminants.

Le Kabyè est la langue la plus répandue dans la région. Mais, il faut souligner que d'autres langues locales comme le Ntcham, le Nawdm, le konkomba sont utilisées.

2. Définition de quelques concepts clés

Pour faciliter la compréhension de la présente étude, il est important d'apporter quelques clarifications conceptuelles.

a. Agropole

Par définition, une agropole est une zone d'activités à vocation agricole ou agroindustrielle et logistique, qui regroupe plusieurs acteurs de taille et de niveau technique et technologique variable évoluant sur une ou plusieurs filières agricoles ciblées et axée sur la recherche de la rentabilité.

L'agropole vise:

- le développement de la transformation des produits de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage en produits manufacturés;
- le renforcement des relations entre les activités de production, de transformation et de commercialisation des produits agricoles;
- le regroupement de la plupart des acteurs dans un même endroit dans une perspective de synergie;
- l'inclusion sociale dans une logique d'amélioration des conditions de vie des populations rurales.

Dans le but d'accompagner le secteur agricole à développer les chaînes de valeurs en général et les activités de transformation en particulier, le Gouvernement togolais avec l'appui financier de la Banque africaine de développement (BAD) a initié le Projet de développement des agropoles au Togo (Prodat). Ce projet a, entre autres, pour objectifs d'accroître les productions végétale et animale par la promotion des filières agricoles, de développer des infrastructures agricoles, de faciliter l'accès au marché et d'appuyer la transformation de ces produits afin de créer la richesse et l'emploi.

b. Filière et métier porteurs en agriculture

On parle généralement d'une filière agricole lorsqu'on reconnaît une organisation officielle bien structurée autour d'une culture agricole de la production à la transformation et à la commercialisation. Ainsi parle-t-on de filières cacao, café et coton. Par contre ce n'est pas le cas du riz, du maïs, et du soja qui ne sont pas formellement bien structurés. Par conséquent, dans la présente étude la filière est confondue à la culture agricole.

Une filière est dite porteuse d'emplois lorsqu'elle dure dans le temps et permet à un grand nombre de personnes d'accéder à un emploi durable et d'avoir un niveau de revenu satisfaisant.

Un métier porteur d'emplois est un métier qui dure dans le temps, capable de permettre à un grand nombre de personnes d'accéder à un emploi et d'avoir un niveau de revenu satisfaisant.

IV. Principaux résultats de l'étude

1. Filières et métiers porteurs adossés à la zone d'implantation de la région de la Kara

A l'issue des entretiens effectués avec les acteurs agricoles à savoir les responsables de la Direction régionale de l'agriculture, de l'élevage et de l'hydraulique (DRAEH), de l'Institut togolais de

recherche agronomique (ITRA), de l'Institut de conseil et d'appui technique (ICAT), les Responsables projets et programmes agricoles(PDPR-K, PNPÉR), Chambre régionale d'agriculture, etc., il ressort que les principales filières agricoles dans la région de la Kara sont :le soja, le riz, le maïs, le sésame, les produits maraichers (tomate, piment), anacarde, la volaille et les petits ruminants. S'il faut prioriser, les filières soja, riz et dans une certaine mesure la filière maïs sont plus porteuses pour plusieurs raisons. Selon les acteurs, en dehors de la facilité de production et de la demande sans cesse croissante, les conditions climatiques et pédologiques sont favorables à ces cultures. Par ailleurs les perspectives d'investissements publics en faveur de ces cultures laissent entrevoir un meilleur avenir pour assurer la sécurité alimentaire, promouvoir l'exportation et la croissance économique.

Par ailleurs, des métiers porteurs adossés à ces filières porteuses ont été aussi évoqués par les acteurs. Pour ces métiers, plusieurs sont transversaux. Il s'agit entre autres des semenciers, du machinisme agricole (tractoristes, fabricants d'outils agricoles, maintenanciers et réparateurs des machines agricoles), des aménagistes des bas-fonds et des transformateurs. Selon les acteurs, le besoin relatif aux métiers du machinisme agricole est bien réel dans la région de la Kara. Il y est difficile de trouver les professionnels de ces métiers, et même s'ils existent, ils sont en nombre limité face aux besoins. Pour ce faire, les producteurs sont obligés de faire appel à des compétences extérieures à la région ou hors du Togo.

Les acteurs ont fait remarquer que les bas-fonds existent en quantité suffisante dans la région pour la culture du riz afin de satisfaire la demande mais la difficulté majeure réside dans leur aménagement.

Il faut reconnaître également qu'en dehors des transformations classiques (farine de maïs, riz décortiqué) qui sont communes à tous les ménages, il y a peu de transformateurs (08 unités) de ces produits en d'autres produits comme le couscous de maïs, l'huile de maïs, les provendes, le lait de soja, les biscuits, la viande de soja, le fromage de soja, le riz décortiqué, etc. dans la région. Les professionnels de transformation de la région (02 unités) ont évoqué la problématique de l'emballage ou de l'ensachage qui leur revient très cher car n'étant pas disponible dans la région. Par ailleurs, les fabricants d'outils agricoles ou de transformation sont également évoqués dans les réponses. En effet, beaucoup d'activités agricoles et de transformation se font manuellement en utilisant les techniques traditionnelles ; ce qui nécessite plus la main d'œuvre et plus de temps. Or cette main d'œuvre agricole est rare dans les milieux à cause de la migration.

2. Cartographie des acteurs

a. Identification des acteurs

Les principaux acteurs identifiés dans le cadre de l'étude menée sur les métiers porteurs adossés à l'agropole dans la région de la Kara se présentent comme suit:

- les centres de formation (public et privé);
- les ONG ;
- les entreprises agricoles: ce sont les entreprises coopératives (SCOOPS, SCOOP-CA,...), les opérateurs individuels, les organisations paysannes (ESOP,...), les collectivités locales.

- les prestataires (micro finances, cabinets)
- les partenaires techniques et financiers (GIZ-Kara);
- services publics et projets d'appui : ICAT, ITRA, PDPR-K et PNER.
- structures d'encadrement du secteur privé : Chambre régionale de commerce et d'industrie, Chambre régionale d'agriculture, etc.

b. Caractérisation de l'offre de formation

La collecte auprès des structures de formation agricole a concerné les centres de formation et les structures privées (ONGs) et les structures publiques. Sur une liste de 13 structures fournies, 8 ont été enquêtées car elles n'ont pas été toutes retrouvées.

L'analyse des informations recueillies auprès des structures de formation fait ressortir des atouts mais aussi des faiblesses du dispositif de formation agricole dans la région de la Kara.

S'agissant des faiblesses, il ressort que le dispositif existant est caractérisé par

- une insuffisance de l'offre de formation avec seulement 8 structures agréés, en majorité privées laïques (06 structures), offrant pour la plupart (05 structures) une formation de type modulaire;
- un manque de qualité qui résulte de l'insuffisance de moyens humains et financiers (08 structures) et l'insuffisance des équipements et matériels (06 structures) consacrés à la formation;
- une faible harmonisation des programmes de formation dans la mesure où 06 structures sur 08 utilisent leur propre programme ou celui d'une autre structure et rarement le programme officiel. On note également une faible intégration des TIC;
- une faible adéquation de formation par rapport aux nouveaux besoins de production et la non orientation de cette production vers les chaînes de valeurs; ceci se traduit par une faible diversification des filières de formation qui relèvent généralement de l'agriculture, de l'élevage et du maraîchage et très peu de la transformation des produits agricoles
- un mécanisme d'accompagnement à l'insertion des formés peu efficace qui se limite essentiellement à l'appui conseil (06 structures) et aux facilités d'accès au financement (05 structures).

Au rang des atouts, il est à noter que, dans la zone de l'agropole, 06 structures de formation agricole ont la capacité d'offrir des formations dans les langues locales les plus parlées et transcrites de la région (kabyè, Lamba, Nawdm, Ntcham), ce qui permettrait d'enrôler aisément les jeunes non scolarisés. La volonté des structures de formation à diversifier l'offre de formation notamment la création de nouvelles filières jugées porteuses dans la région (apiculture, pisciculture, fabrication et maintenance des machines agricoles) dans les années à venir représente une opportunité à saisir.

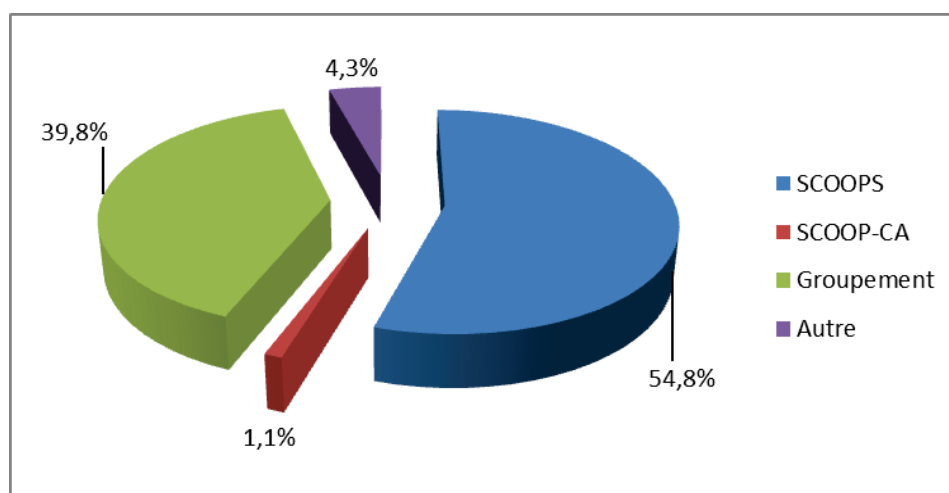
Par ailleurs la présence de structures publiques d'appui technique (ICAT, ITRA, DRAEH, DRAENF, PDPR-K) et d'appui à l'insertion (PNER) dans la région pour accompagner les structures de formation et les formés constitue également un atout. L'existence de partenariat entre les structures de formation et les entreprises de la localité dans le cadre du renforcement de l'employabilité des formés à travers les stages pratiques en entreprise et le renforcement des capacités techniques du personnel des entreprises dans les structures de formation facilitera l'insertion professionnelle des formés et la formation continue des travailleurs du secteur agricole. Toutefois, ces relations méritent d'être améliorées et/ou renforcées.

c. Entreprises agricoles

- **Caractéristiques des entreprises agricoles**

Dans la phase de collecte, il est rencontré des organisations professionnelles de producteurs ou de transformateurs dont l'objectif est de défendre leurs intérêts, répondre adéquatement à la demande et bénéficier des avantages comparatifs. Dans la présente étude, ces organisations sont considérées comme des entreprises. Les résultats montrent que 54,8% des entreprises sont des Sociétés de coopératives simplifiées (SCOOPS) et 39,8% sont des groupements. Il est également rencontré d'autres types d'entreprises (4,4%) qui sont des Unions de SCOOPS ou des Organisations de producteurs de céréales.

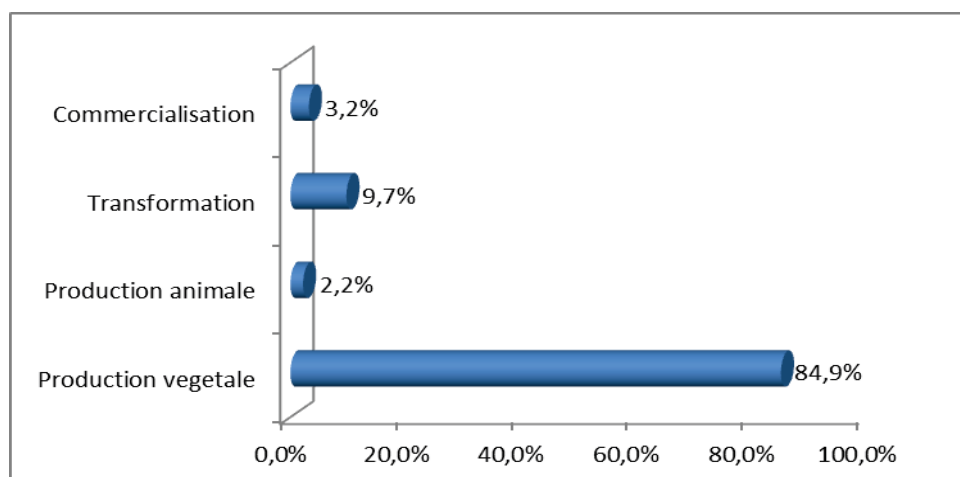
Graphique 1: Répartition des entreprises agricoles selon le statut



Source : enquête sur les métiers agricoles porteurs dans la région de Kara, calculs DOE, décembre 2017

L'essentiel des activités de ces entreprises rencontrées se résume à la production végétale et animale, à la transformation et à l'achat, au stockage et à la commercialisation des produits agricoles. A la question de savoir laquelle des activités leur rapportent plus, 84,9% des répondants ont évoqué la production végétale (soja, riz, maïs, etc.) et 9,7%, la transformation des produits agricoles notamment le soja et le riz.

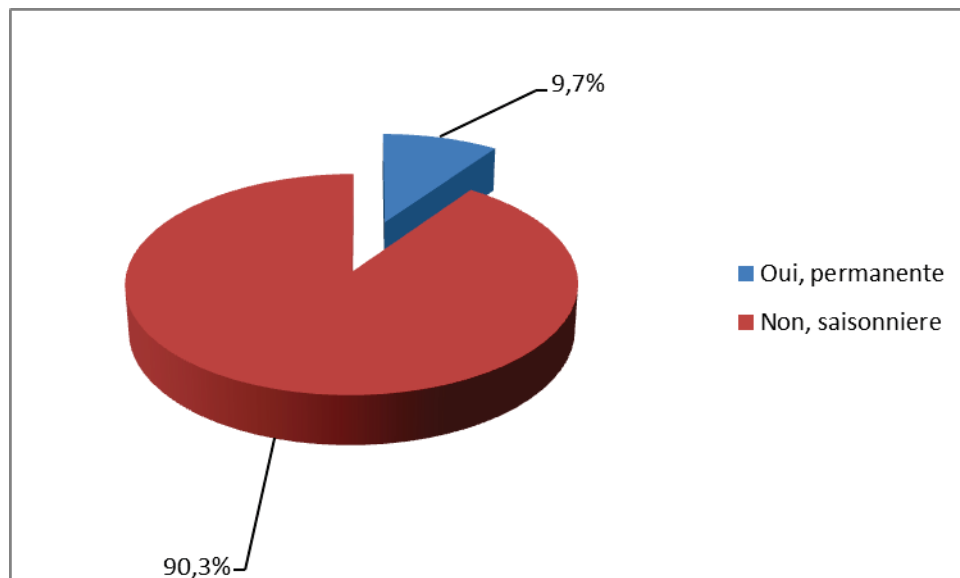
Graphique 2: Répartition des entreprises agricoles selon leur domaine d'activités



Source : enquête sur les métiers agricoles porteurs dans la région de Kara, calculs DOE, décembre 2017

Suivant la périodicité de l'activité agricole la plus rentable, la plupart des exploitations des organisations professionnelles sont saisonnières puisqu'elles sont principalement tributaires des conditions climatiques. Néanmoins, certaines activités de transformation et d'élevage ont été déclarées permanentes sur toute l'année.

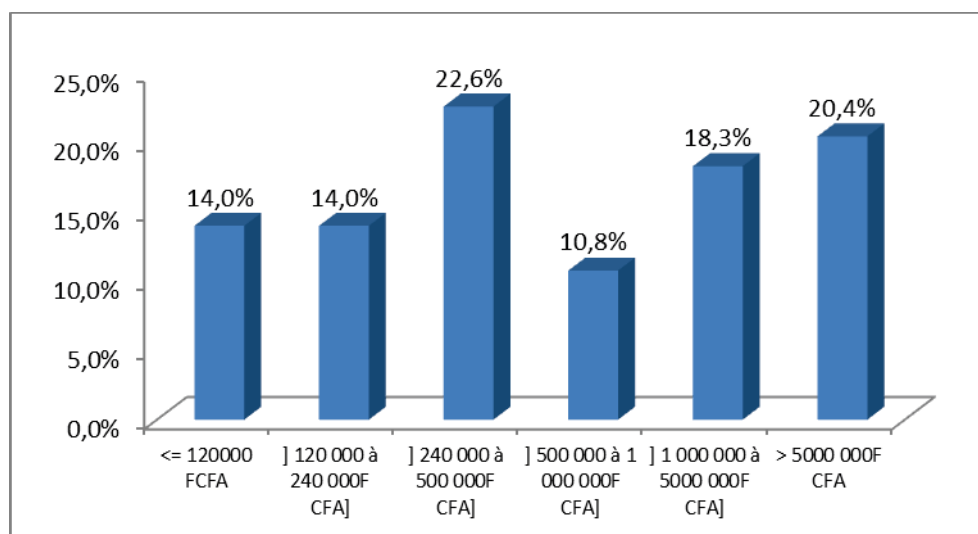
Graphique 3: Répartition des entreprises selon la périodicité de l'activité



Source : enquête sur les métiers agricoles porteurs dans la région de Kara, calculs DOE, décembre 2017

Les activités des entreprises agricoles rencontrées génèrent en moyenne au cours d'une année des chiffres d'affaires variables. En effet, 22,6% des répondants ont déclaré que leurs structures agricoles ont un chiffre d'affaires annuel moyen compris entre 240 000 FCFA et 500 000 FCFA et 20,4% ont reconnu avoir un chiffre d'affaires annuel moyen supérieur à 5 000 000 FCFA. Une proportion de 18,3% des répondants ont estimé que leur chiffre d'affaires annuel moyen varie entre 1 000 000 et 5 000 000 FCFA.

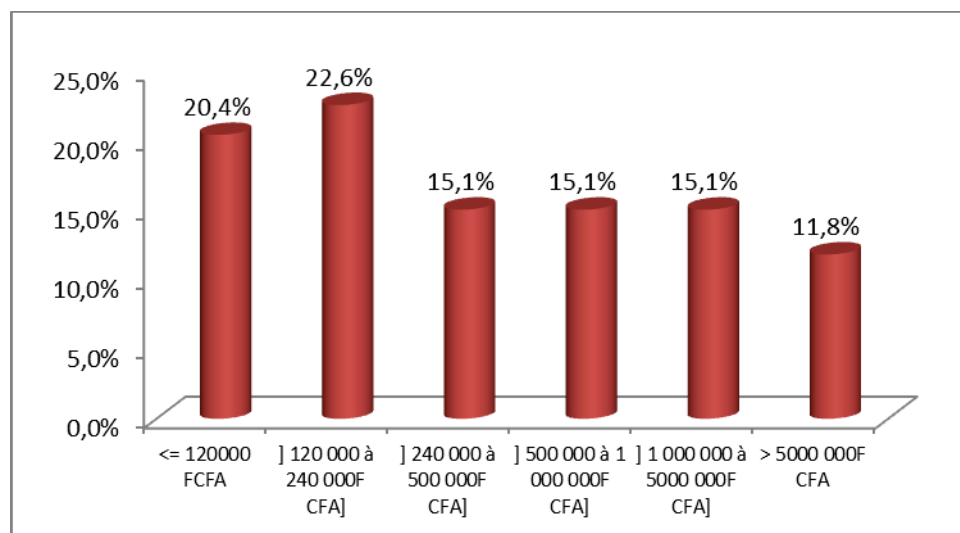
Graphique 4: Répartition des entreprises agricoles selon les tranches de chiffre d'affaires annuel moyen



Source : enquête sur les métiers agricoles porteurs dans la région de Kara, calculs DOE, décembre 2017

Pour l'activité la plus rentable, moins de 12% des répondants ont estimé un chiffre d'affaires annuel moyen supérieur à 5 000 000 FCFA. Il y a des structures qui ont un chiffre d'affaires annuel faible. Ainsi, 22,6% des répondants ont estimé entre 120 000 et 240 000 FCFA le chiffre d'affaires annuel moyen pour l'activité la plus rentable.

Graphique 5: Répartition des entreprises agricoles selon les tranches de chiffre d'affaires annuel moyen de l'activité la plus rentable



Source : enquête sur les métiers agricoles porteurs dans la région de Kara, calculs DOE, , décembre 2017

Selon la destination des productions, en dehors de la vente aux individus ou consommateurs finaux, les productions sont également livrées à d'autres entreprises (31,2%), aux institutions de l'Etat telles que ANSAT, ICAT, ITRA, etc. (34,4%) et aux ONG (18,3%).

d. Besoin en ressources humaines (profil recherché) et difficultés rencontrées

Les besoins en ressources humaines sont évalués à travers l'expression de recrutement pour les douze (12) derniers mois précédant la collecte des données et celle des douze (12) ou vingt-quatre (24) mois à venir.

Dans l'ensemble, 41,9% des entreprises agricoles enquêtées ont cherché à recruter au moins un employé au cours des douze derniers mois et 82,8% estiment recruter au cours des douze ou vingt-quatre prochains mois. Les SCOOPS (51) et les groupements (37) en nombre plus élevé, manifestent dans la majorité leur désir de recruter dans le futur.

Tableau 1: Répartition (%) des entreprises agricoles selon l'expression du besoin de recrutement passé ou futur

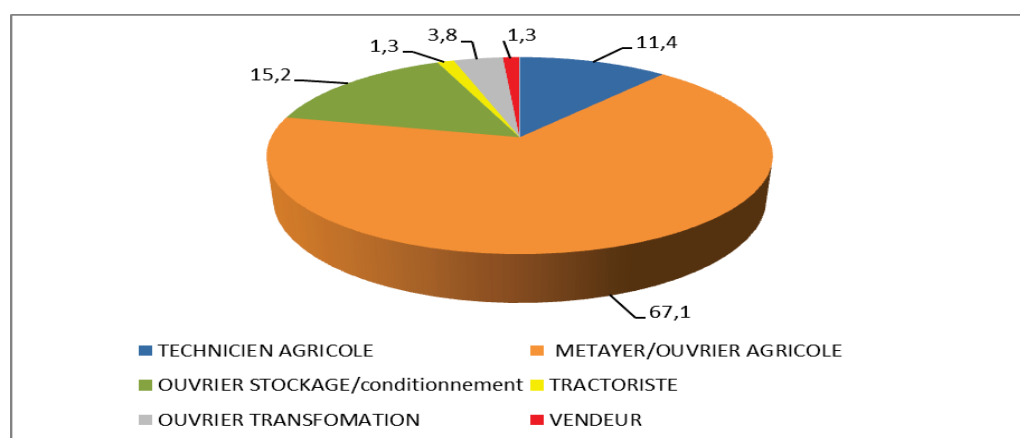
Type de l'entreprise	Proportion des entreprises ayant exprimé des besoins de recrutement		Effectif total des entreprises
	12 derniers mois	12 ou 24 prochains mois	
SCOOPS	39,22	84,31	51
SCOOP-CA	0	100	1
Groupement	45,95	78,38	37
Autres	50	100	4
Ensemble	41,94	82,8	93

Source : enquête sur les métiers agricoles porteurs dans la région de Kara, calculs DOE, décembre 2017

• Métiers recherchés

Les métiers pour lesquels les entreprises avaient manifesté leur désir de recrutement au cours des douze derniers mois sont des métiers liés généralement aux travaux champêtres c'est-à-dire des métayers/ouvriers agricoles (67,1%) pour le défrichage, le labour, la semence, le sarclage, l'épandage d'engrais et la récolte. Peu de besoins en recrutement ont concerné le conditionnement (15,2% des entreprises) et la transformation des produits (3,8% des entreprises).

Graphique 6° : Répartition (%) des besoins en recrutement des entreprises agricoles par métier au cours des douze derniers mois

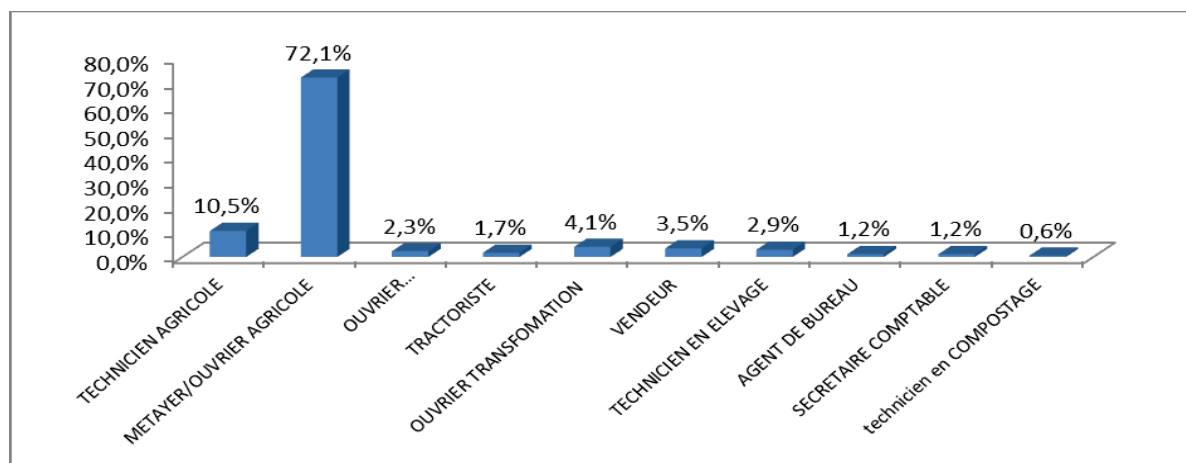


Source : enquête sur les métiers agricoles porteurs dans la région de Kara, calculs DOE, décembre 2017

Il est à noter que sur les 93 entreprises enquêtées, 39 ont eu à recruter des employés au cours des douze derniers mois. L'effectif des employés recrutés par chacune de ces unités de production varie entre 1 et 150.

Les métiers pour lesquels les unités de production agricoles enquêtées désirent recruter sont en majorité les mêmes que ceux indiqués dans leur désir de recrutement des douze derniers mois avec une dominance de métier de "métayer/ouvrier agricole". Il est cependant noté dans le futur, des besoins en d'autres métiers tels que secrétaire comptable, agent de bureau, technicien en compostage et technicien en élevage.

Graphique 7: Répartition des besoins en recrutement des entreprises agricoles par métier au cours des douze ou vingt-quatre mois à venir

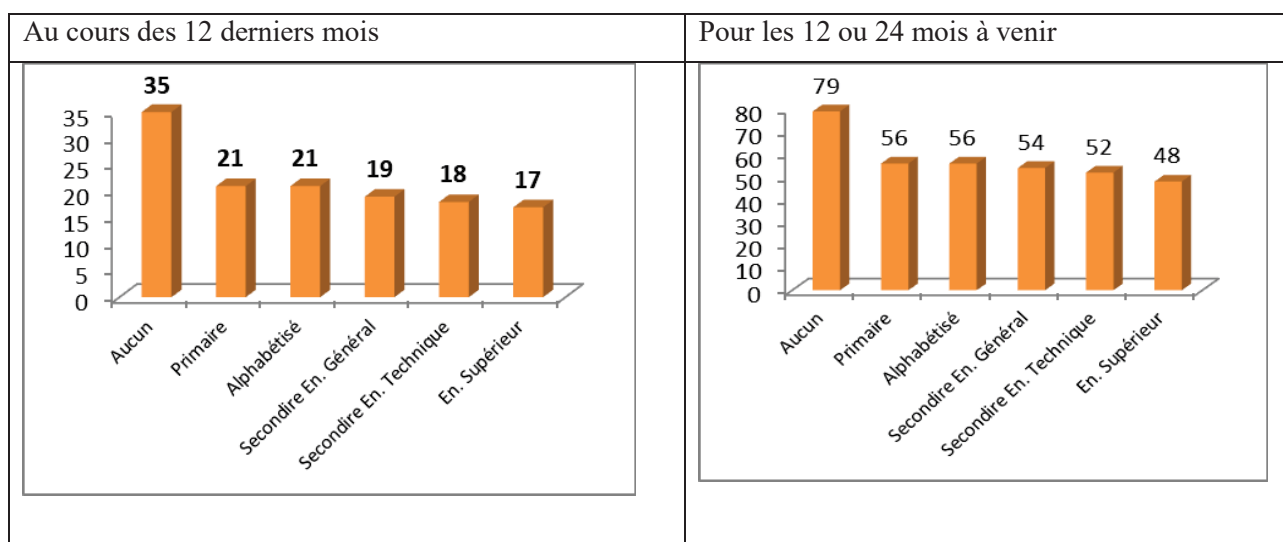


Source : enquête sur les métiers agricoles porteurs dans la région de Kara, calculs DOE, décembre 2017

- **Niveau d’instruction recherché**

Pour leurs activités, les unités de production agricoles ont plus, un penchant pour les niveaux d’instruction moins élevés. En effet, 35 unités de production ont recruté au cours des douze derniers mois des employés sans niveau d’instruction. Toutefois, 37 et 17 unités ont également recruté dans de moindres proportions, respectivement des employés de niveau secondaire et universitaire. Pour les douze ou vingt-quatre prochains mois, les projections de ces unités de production agricoles reflètent les tendances antérieures.

Graphique 8: Répartition des niveaux d’instruction recherchés par les entreprises agricoles

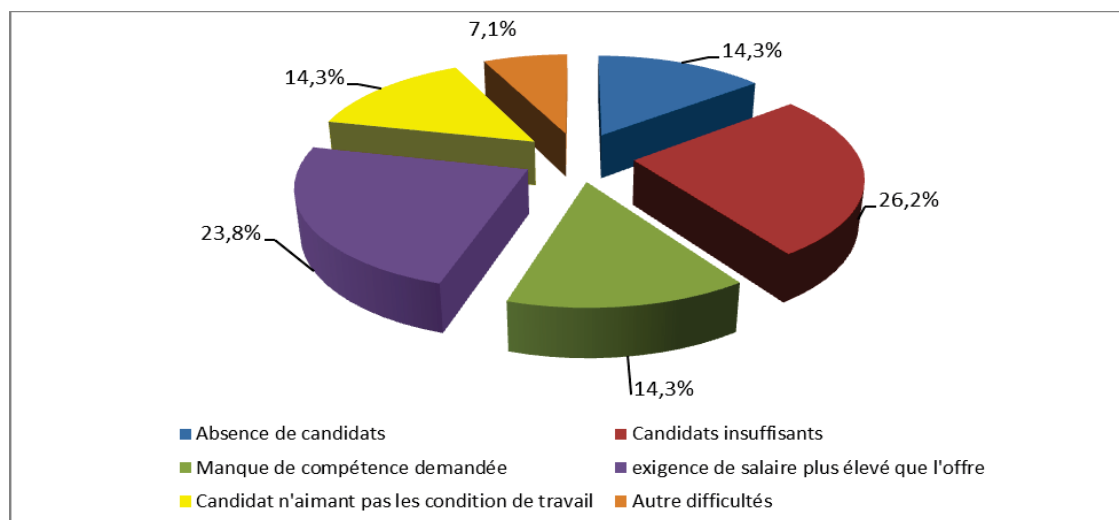


Source : enquête sur les métiers agricoles porteurs dans la région de Kara, calculs DOE, décembre 2017

- **Difficultés rencontrées par les entreprises au cours du recrutement**

Plus de la moitié des unités de production qui ont recruté des employés au cours des douze derniers mois (53,8%) estiment avoir rencontré des difficultés au moment du recrutement. Les difficultés les plus évoquées sont l’insuffisance de candidats au recrutement et leur prétention salariale plus élevée que celle qu’offre l’employeur.

Graphique 9: Répartition des difficultés rencontrées par les entreprises agricoles lors des recrutements

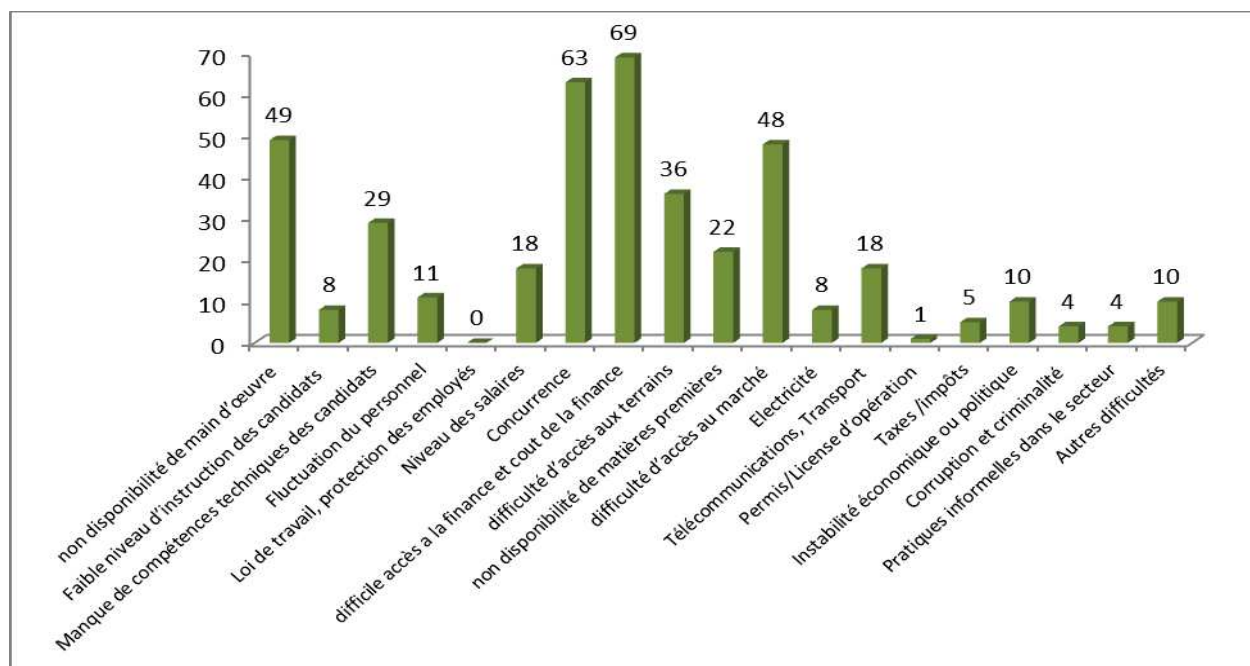


Source : enquête sur les métiers agricoles porteurs dans la région de Kara, calculs DOE, décembre 2017

• **Difficultés rencontrées par les entreprises dans leur développement**

L'analyse des freins au développement des unités de production enquêtées révèle diverses difficultés rencontrées. Les principales difficultés évoquées par la plupart des unités sont dans l'ordre d'importance : l'accès au financement, la concurrence, la non disponibilité de main d'œuvre, l'accès au marché, l'accès aux terrains. A ces difficultés, s'ajoutent d'autres moins importantes que sont le manque de compétences techniques des candidats au recrutement, la non disponibilité de matières premières, la demande de salaire élevé par les employés, le coût de la télécommunication et du transport.

Graphique 10: Répartition des difficultés liées à l'expansion des entreprises agricoles



Source : enquête sur les métiers agricoles porteurs dans la région de Kara, calculs DOE, , décembre 2017

e. Chaîne de valeurs et partenariats

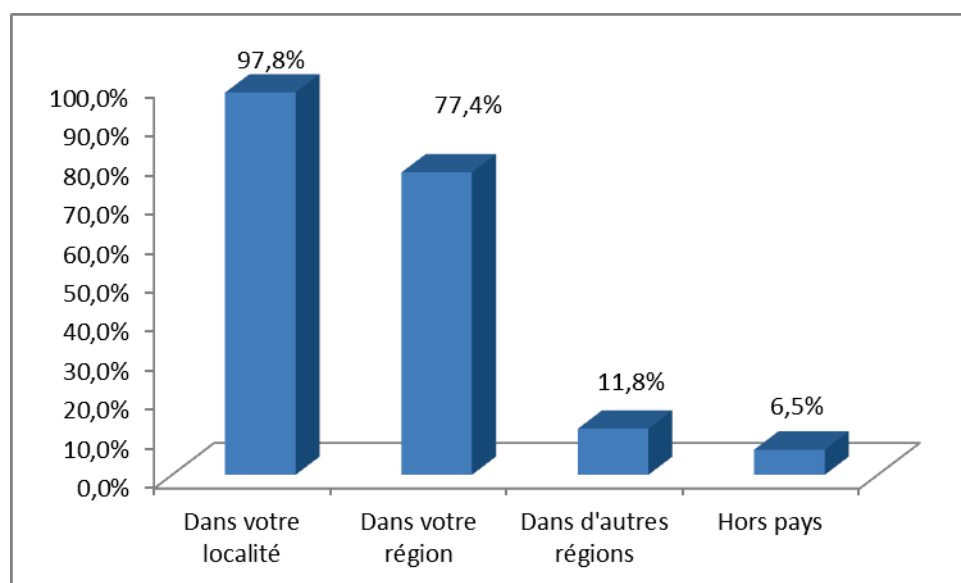
Les professionnels agricoles rencontrés au cours de la collecte sont généralement des producteurs de semences, de céréales (riz, maïs), de légumineuses (dont le soja) ou des transformateurs. Tous les producteurs rencontrés ont déclaré avoir besoin dans leur processus de production trois types de services :

- ✓ Services en amont de la production : aménagements (dessouchage, la construction des canaux, le défrichage...)
- ✓ Services liés à la production : labour, matériel agricole (houe, coupe-coupe,...), intrants agricoles à savoir les semences, les herbicides, les insecticides, les pesticides, et les engrais, les services post-semis (le sarclage) ;
- ✓ Services postproductions : récolte, stockage des produits, transport, services de tri, de lavage, de séchage, décorticage égrenage, despatage, mouture, conditionnement (étiquetage, emballage).

Pour les transformateurs rencontrés, notamment du soja (06 entreprises), du maïs (01 entreprise) et du riz (02 entreprises), ils ont déclaré avoir besoin, en dehors de ces produits, des services de transport. Après la transformation, sont également demandés des emballages pour conditionner les produits transformés.

Pour la plupart de ces professionnels interrogés, l'essentiel des produits ou services fournis par d'autres entreprises pour la réalisation de leurs activités se trouvent dans la localité (97,8% des interrogés). Mais 77,4% des répondants ont déclaré également que certains produits et services qui ne se trouvent pas dans la localité sont achetés dans la région de la Kara. D'autres produits et services non disponibles, ni dans la localité ni dans la région de la Kara s'achètent en dehors de la région (11,8% des interrogés) ou même hors des frontières (6,5% des interrogés).

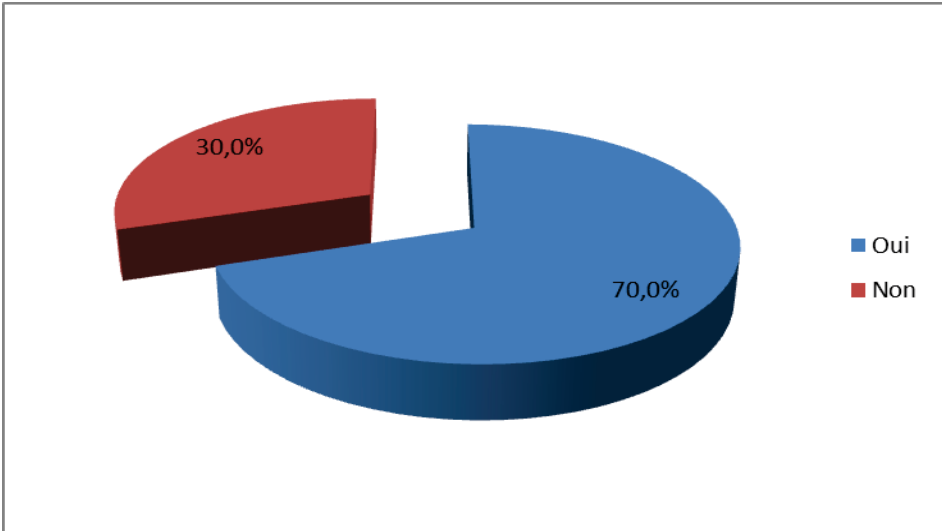
Graphique 11: Répartition des entreprises selon le lieu de satisfaction de leur besoins



Source : enquête sur les métiers agricoles porteurs dans la région de Kara, calculs DOE, , décembre 2017

Dans l'ensemble, une proportion de professionnels interrogés assez importante (70,0%) a déclaré avoir du mal à trouver certains produits ou services liés à ses activités ou bien que ces produits et services existent mais de mauvaise qualité ou qu'ils ont un prix élevé. Il s'agit principalement de certains produits de traitement (herbicide, pesticide, insecticide,...) des engrais, des tracteurs et matériels agricoles à louer (décortiqueuse de soja, égreneuse de maïs, etc.), des semences améliorées, l'aménagement des terres, l'eau, les produits vétérinaires, les moyens de transports, etc.

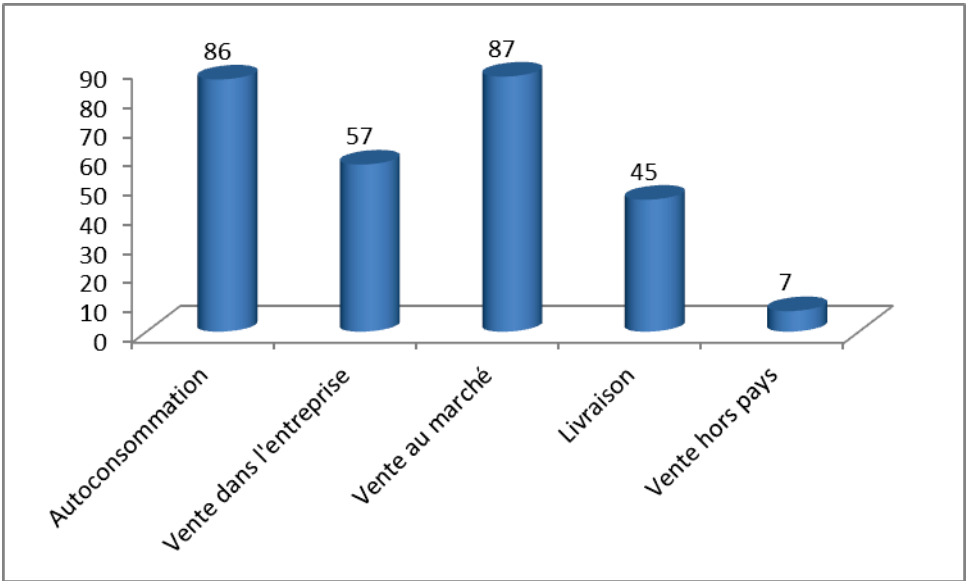
Graphique 12: Répartition des entreprises selon les besoins non satisfaits



Source : enquête sur les métiers agricoles porteurs dans la région de Kara, calculs DOE, décembre 2017

La production des entreprises interrogées est essentiellement destinée à la vente sur le marché local ou régional (93,5%) et à l'autoconsommation (92,5%). Certaines vendent sur le lieu de production (61,3%) ou font des livraisons (48,4%). Par contre, certains professionnels agricoles représentant 7,5% arrivent à exporter leurs produits.

Graphique 13 : Répartition des entreprises selon le lieu de vente de la production



Source : enquête sur les métiers agricoles porteurs dans la région de Kara, calculs DOE, décembre 2017

Dans l'ensemble, les répondants de 45 entreprises ont déclaré maintenir des liens avec les centres de formations pour appui-conseil, accompagnement, formation en techniques de production, en transformation, en utilisation des matériels agricoles,... Ces différentes formations données essentiellement par ICAT, ITRA (formation continue) et CIDAP (formation continue, initiale) dans la région ont pour but d'améliorer la productivité du secteur agricole. Pour améliorer la formation sur le terrain, les répondants ont suggéré plus de travaux pratiques ou de stage.

Etant donné que les stages ont prouvé leurs limites dans la formation professionnelle car ne permettant pas aux apprenants de bien assimiler la pratique et donc de résorber le chômage, il serait judicieux que la formation agricole se fasse en alternance entre centre de formation et entreprise agricole.

En termes de partenariat avec un institut ou centre de formation 98,9% des entreprises interrogées sont favorables à cette idée d'offrir des compléments de formation modulaire pratique aux apprenants des centres de formations et des formations théorique aux pratiquants de métiers agricole. Même l'idée d'ouverture de partenariat avec un institut de formation pour les personnes handicapées a été accueillie favorablement par 93,5% des répondants.

- **Relations entre structures publiques régionales et entreprises agricoles**

Avant d'analyser les relations qui existent entre les structures de formation et les entreprises, il faut dire qu'il existe sur le terrain plusieurs acteurs à savoir les fournisseurs des intrants agricoles, les producteurs, les transformateurs, les commerçants, les organisations professionnelles et les structures de formation. Généralement, même si les critiques formulées contre les professionnels de ces filières (organisationnel et institutionnel), ou contre l'Etat (insuffisance de personnel d'appui, de moyens), tous les acteurs s'accordent à reconnaître un début d'organisation des producteurs et des transformateurs en SCOOPS, SCOOP-CA, ESOP, Union, etc.

L'ICAT, un institut public, est l'une des principales structures de formation dans la région. Quant à l'ITRA, elle fait des recherches sur les semences améliorées et les techniques de transformation des produits agricoles et en assure la dissémination de ces trouvailles à travers les sessions de renforcement de capacités.

Par ailleurs, des projets ont été également identifiés dans la région comme le PNPÉR qui intervient dans la promotion de l'entrepreneuriat en amont et en aval de la production et le PDPR-K qui accompagne les producteurs de riz dans la recherche et l'aménagement des bas-fonds, dans la maîtrise de l'eau, construction des infrastructures (magasins de stockage, espaces de séchage, pistes, etc.) et dans la dotation en équipement.

Il a été également relevé qu'il existe une synergie d'action entre les entreprises agricoles et les structures de formation. En effet, par rapport aux structures de formations publiques, l'ICAT, parmi ses missions, assure la formation et l'accompagnement jusqu'à la récolte à la plupart des organisations professionnelles des producteurs, pour améliorer leur rendement. Il a une particularité de former les semenciers. L'ITRA, quant à elle appuie les transformateurs à travers les séances de formation.

3. Atouts et contraintes des filières porteuses retenues

La région de la Kara présente des opportunités pouvant contribuer à l'amélioration de la production agricole. Toutefois, il existe des contraintes qui constituent des défis à relever pour tirer un meilleur profit des potentialités agro-écologiques de la région.

- **Atouts et contraintes de la zone d'implantation**

Les avantages de la zone d'implantation sont la disponibilité des espaces exploitables aussi bien pour la production animale que végétale. De plus, la pluviométrie, bien que saisonnière, est assez abondante et pourrait permettre ainsi de disposer de l'eau pour développer tout type de culture. Quelle que soit la culture (soja, riz ou maïs), les conditions agro écologiques sont favorables. Les faiblesses sont liées à l'insuffisance des ressources humaines, des équipements et matériels agricoles, à la capacité de maîtrise d'eau et d'aménagement d'espace cultivable.

- **Atouts et contraintes de la filière soja**

En terme d'atouts, la culture du soja n'est pas exigeante en matière d'utilisation des fertilisants ni d'entretiens pour son développement. De plus, le grain de soja a de multiples usages. Il est souvent utilisé dans la transformation et dans la production d'aliments pour le bétail.

Par ailleurs, l'Etat a entrepris des actions en vue d'organiser la filière pour en faire une culture de rente. En effet, dans la mise en œuvre du Cadre intégré renforcé (CIR), le ministère chargé du commerce a élaboré une stratégie de promotion d'exportation du soja en 2017.

Les contraintes évoquées sont le rendement à l'hectare, l'insuffisance d'organisation des professionnels de la filière et une capacité de transformation encore à l'étape traditionnelle.

- **Atouts et contraintes de la filière riz**

La production du riz dans la zone est pluviale. L'aménagement des bas-fonds permettra de produire en toute saison. Par rapport à la demande nationale, le pays est dépendant de l'extérieur. De plus l'Etat à travers la mise en œuvre du Projet de développement de la production rizicole dans la région de la Kara (PDPR-K) accompagne les producteurs pour booster la production rizicole. Il est important de relever l'existence d'une grande unité de transformation de riz VAPE-Riz actuel (FES Sarl) et un début de partenariat entre des producteurs de la région et la brasserie de Kara pour l'achat du riz.

Au rang des faiblesses évoquées, il est noté les difficultés de maîtrise de l'eau, d'aménagement des sols qui empêche la pratique de la riziculture irriguée, coût élevé du labour, d'organisation de la filière et la faible mécanisation agricole. Aussi faut-il souligner que la production locale est généralement transformée artisanalement (décorticage, étuvage); ce qui ne permet pas aux producteurs de tirer une meilleure partie de leurs investissements notamment le prix de vente.

- **Atouts et contraintes de la filière maïs**

Le maïs est un produit qui entre dans l'alimentation journalière des hommes et des animaux de la région. De ce fait elle mobilise plus d'acteurs, sa culture est primordiale et généralisée. De plus les conditions climatiques et pédologiques sont favorables. Toutefois, il se pose un problème de débouché pour ce produit. D'où la nécessité de développer les métiers de transformation et de commercialisation pour profiter des retombés de cette culture.

Cependant en dehors de l'exigence en termes d'entretien, sa culture est confrontée pratiquement aux difficultés évoquées précédemment pour les autres filières.

En dehors de ces filières retenues il faut reconnaître qu'il faut assurer également la sécurité alimentaire des populations à travers d'autres filières porteuses encore prépondérantes dans la région comme l'igname, le sorgho,...

4. Besoins en compétences et perspectives

• Besoins en compétences

Les besoins en compétences évoqués lors des entretiens sont souvent transversaux. Bien que les acteurs aient reconnu l'appui permanent de l'ITRA et de l'ICAT, il est généralement constaté que certaines compétences manquent ou sont en nombre insuffisant qu'il faut nécessairement promouvoir. Il s'agit des compétences dans la fabrication, maintenance et réparation des équipements et matériels agricoles, la production des semences et la conservation des produits agricoles. Il est également demandé des compétences dans le labour des sols, l'aménagement des bas-fonds et la maîtrise de l'eau.

Par rapport à la transformation, des compétences sont souvent sollicitées dans la fabrication d'emballage, dans la fabrication et l'utilisation des équipements de transformation.

• Perspectives

Par rapport aux 12 derniers mois, 54,8% des producteurs ont jugé la situation financière de leur entreprise bonne contre 24,7% dont la leur est restée stable. Il est également enregistré 15,1% des producteurs qui affirment que leur situation financière est mauvaise.

Tableau 2: Appréciation de la situation financière de l'entreprise au cours des 12 derniers mois

Situation financière	Effectif	%
Très mauvaise	1	1,1
Mauvaise	14	15,1
Stable	23	24,7
Bonne	51	54,8
Très bonne	4	4,3
Total	93	100,0

Source : enquête sur les métiers agricoles porteurs dans la région de Kara, calculs DOE, décembre 2017

Pour ce qui est des projections dans les trois prochaines années, ils sont au moins 91,4% des producteurs à envisager une bonne situation financière pour leur activité. Cette situation pourrait découler des investissements à promouvoir, de la négociation des partenariats, de la diversification de la clientèle, de l'extension des activités et de la mise sur le marché de nouveaux produits qui constituent les axes essentiels sur lesquels les producteurs souhaitent agir pour développer leur activité.

Par ailleurs, ils sont 5,4% à ne pas savoir comment se présentera la situation financière de leur entreprise contre 3,2% qui n'envisagent pas de changement.

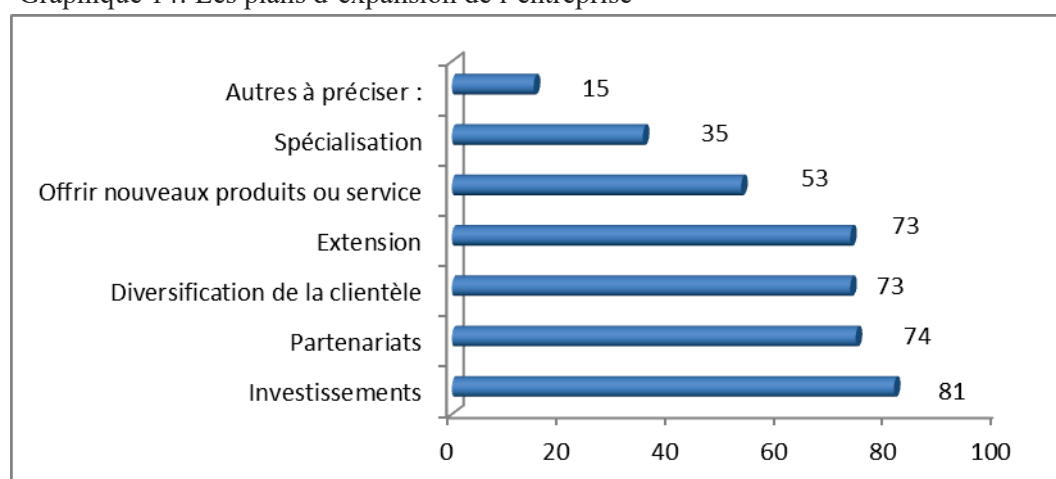
Tableau 3: Projection de la situation financière de l'entreprise dans les trois prochaines années

Situation financière	Effectif	%
Stable	3	3,2
Bonne	42	45,2
Très bonne	43	46,2
Ne sait pas	5	5,4
Total	93	100

Source : enquête sur les métiers agricoles porteurs dans la région de Kara, calculs DOE, décembre 2017

Pour accroître leur production, les promoteurs doivent surmonter principalement, les difficultés liées à l'accès à la finance, à la concurrence, disposer d'une main d'œuvre qualifiée et avoir la sécurité foncière qui pourraient entraver l'expansion de leur entreprise

Graphique 14: Les plans d'expansion de l'entreprise



Source : enquête sur les métiers agricoles porteurs dans la région de Kara, calculs DOE, décembre 2017

S'agissant du partenariat, presque la totalité (92) des entreprises agricoles enquêtées sont ouvertes à l'idée d'entrer en partenariat avec les structures de formation agricole afin d'offrir des stages ou compléments de formation pratiques ou théoriques aux apprenants. Mais pour les apprenants handicapés, elles sont 6 entreprises à refuser un partenariat avec les structures de formation agricole car les répondants pensent que ces personnes handicapées ne pourront pas exercer convenablement l'activité agricole qui est très exigeante en l'état actuel en effort physique.

Conclusion

Les préoccupations des gouvernants dans la lutte contre le chômage et le sous-emploi surtout des jeunes ont permis de mettre en œuvre de multiples actions en faveur de la jeunesse. Ces efforts ont donné des résultats probants permettant d'améliorer l'employabilité des jeunes. Toutefois, il reste d'importants défis à relever pour réduire significativement le phénomène de chômage et du sous-emploi. Dans ce cadre des initiatives sont en gestation pour mieux cibler les interventions dans le champ de l'emploi et de la formation professionnelle.

Le projet CapED est l'une de ces initiatives qui cherche à répondre aux besoins de formation et d'insertion professionnelles des jeunes des milieux surtout défavorisés à travers la synergie d'actions entre l'alphabétisation, les TIC et la formation professionnelle. A cet effet, l'étude menée sur les filières et métiers agricoles porteurs permettra une meilleure implantation de l'agropole avec plus d'opportunité de création d'emploi des jeunes peu ou pas scolarisées dans la région de la Kara où il est prévu l'implantation d'un agropole.

Les résultats de l'étude ont révélé que les filières soja, riz et maïs présentent d'énormes atouts en termes de conditions de production, de débouchés, de valeur ajoutée et d'opportunités d'emplois. De plus, ces filières bénéficient d'une attention particulière de la part de l'Etat qui entend intensifier ses efforts pour les promouvoir.

Les résultats de l'étude soulignent aussi des métiers jugés porteurs compte tenu des besoins actuels et futurs des entreprises agricoles. Il s'agit généralement des métiers transversaux comme semencier certifié, tractoriste, aménagiste des bas-fonds, technicien d'irrigation, maintenancier et réparateur des machines et équipements agricoles, conducteur de motoculteur, technico-commercial, fabricant des équipements et matériels de production et de transformation.

Pour la plupart de ces métiers, bien qu'une offre de formation soit disponible dans la région pour répondre aux besoins en compétences de ces unités de production, les conclusions de l'étude montrent qu'il est important d'actualiser et d'harmoniser les programmes de formation et de renforcer les capacités techniques (équipements, ressources humaines) et technologiques des structures de formation.

S'agissant du partenariat entre les structures de formation et les unités de production, il est relevé l'existence d'une synergie d'actions qui mérite d'être renforcée et amplifiée pour améliorer l'insertion professionnelle des formés. Dans ce cadre le patronat pourra accompagner le secteur privé agricole et contribuer à renforcer ce partenariat.

Cette étude a le mérite de baliser la voie à l'identification des bénéficiaires potentiels de la formation EQJA dans la région à partir de leur profilage préalablement établi

Annexe

Annexe 1: Termes de référence (Tdr)

I- CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Depuis 2006, le Gouvernement togolais s'est engagé à réformer la sphère économique et sociale avec pour objectif l'amélioration des conditions de vie des populations. Ainsi, la politique économique et sociale du Gouvernement a connu des mutations profondes au cours de ces dernières années. C'est dans ce cadre que le Gouvernement a élaboré et mis en œuvre, entre autres, le Document Complet de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP-C) sur la période 2009-2011 mué en Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi (SCAPE) 2013-2017 qui sera relayé par le Plan national de développement (PND) pour la période 2018-2022 en lien avec les Objectifs de développement durable (ODD) traduisant ainsi sa volonté d'accélérer le processus de création de richesses dans le pays.

Dans le prolongement de ces politiques de développement économique, le Togo a élaboré et mis en œuvre des politiques sectorielles notamment le Plan sectoriel de l'Education couvrant la période 2010-2020 qui a fait l'objet de révision pour une meilleure prise en compte, non seulement des nouveaux défis qui s'imposent au secteur de l'Education mais également les nouvelles orientations du Gouvernement en matière de développement économique et social.

L'ambition du Gouvernement à travers ces documents de politique est de tirer meilleur profit des potentialités que regorge le pays pour réaliser une croissance forte, soutenue et durable dont la finalité est de hisser le Togo au rang des pays émergents à l'horizon 2030. Cependant, la recherche d'une croissance économique forte, soutenue et durable génératrice d'emplois transite nécessairement par la quête d'une productivité plus élevée, qui elle-même mobilise des savoirs et savoirs faire qui ne sauraient être acquis qu'à travers l'éducation. C'est pourquoi, outre les secteurs à fort potentiel de croissance, cette stratégie de croissance place aussi l'Education et la formation, notamment celle des jeunes, comme l'une des priorités du Gouvernement.

Pour que le Togo puisse transformer véritablement les fruits de sa croissance en emplois et réduire de manière efficace et globale la pauvreté, il lui faut mettre en place des dispositifs adaptés de formation permettant d'améliorer l'adéquation entre l'offre de formation et les besoins en recrutement des entreprises. Or, à l'état actuel, le système éducatif togolais est caractérisé par une faible efficacité interne et externe avec une déperdition scolaire importante (84 993 enfants dont 39 149 filles étaient en situation de déscolarisation et de non scolarisation⁵) et un taux cumulé de chômage et de sous-emploi préoccupant (28,3% en 2015⁶). Par ailleurs, il faut souligner que les jeunes de la tranche 15-35 ans sont plus touchés par le chômage et le sous-emploi (29,1%). Cette situation présage qu'il faut déployer beaucoup d'efforts pour prendre en charge cette frange jeune de la population.

Dans ces conditions, il faudra articuler de manière efficace l'éducation en général et de façon spécifique la formation professionnelle et l'alphabétisation pour développer des compétences, tant

⁵ Rapport du recensement des enfants déscolarisés/non scolarisés au Togo, UNICEF 2012.

⁶ Résultats de l'enquête QUIBB 2015.

dans le secteur formel que celui prédominant de l'informel (le plus important secteur d'emplois, mais des emplois qui ont un caractère précaire et pour la plupart sans qualification et sans réelle perspective professionnelle). Cependant, le dispositif de formation professionnelle existant n'accueille qu'une minorité de jeunes, pour la plupart résidant en milieu urbain ou dans les grandes villes, qui bénéficient d'opportunités de formation, souvent dans des filières du secteur tertiaire, avec des débouchés limités.

Le développement des agropoles initié par le ministère de l'agriculture dans les régions des plateaux, de la Kara et des savanes pourrait ainsi constituer, sans nul doute, un cadre favorable au développement de la synergie d'action entre la formation professionnelle et l'alphabétisation.

C'est pour cette raison que, dans le cadre de l'appui à la réforme du système d'ETFP en vue d'améliorer sa qualité et sa pertinence pour répondre aux besoins de développement du Togo, le gouvernement, avec l'appui technique et financier de l'UNESCO, met en œuvre le projet de renforcement de capacités pour une éducation durable (CapED). Ce projet vise à renforcer les capacités des acteurs de l'ETFP au Togo, pour moderniser et valoriser la partie Formation professionnelle du système d'ETFP, en particulier l'apprentissage y compris, à travers une meilleure intégration de la formation professionnelle et des modules d'alphabétisation.

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités du projet et pour améliorer l'employabilité des jeunes, l'UNESCO a sollicité l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) pour la réalisation d'une étude d'identification des métiers porteurs dans les zones d'implantation des agropoles pour faciliter l'insertion des jeunes peu ou pas scolarisés dans leur environnement socioéconomique.

II- OBJECTIFS

1- Objectif général

Cette étude vise à identifier i) les métiers porteurs, ii) les bénéficiaires d'une formation professionnelle intégrant l'alphabétisation et iii) les opportunités d'insertion et de partenariats offertes par les acteurs dans les zones d'implantation des agropoles au Togo pour offrir aux jeunes des opportunités d'emploi.

2- Objectifs spécifiques

Il s'agit de façon spécifique de:

- ✓ identifier les métiers porteurs au regard des besoins en formation/compétences liés au développement des agropoles dans la région de la Kara ;
- ✓ Collecter les données et établir une liste des bénéficiaires potentiels de la formation EQJA dans la région à partir de leur profilage préalablement établi ;
- ✓ Réaliser une cartographie des acteurs de la formation/insertion professionnelle (entreprises, ONGs, PTFs, établissements de formation, etc.) opérant dans la région de la Kara ;
- ✓ Identifier les besoins et les opportunités de partenariats offertes par les acteurs (PTFs, entreprises, ONGs, établissements) potentiels pour l'insertion des sortants d'une Education qualifiante pour jeune et adultes (EQJA).

III- RESULTATS ATTENDUS

Au terme de cette étude, les résultats suivants sont atteints:

- ✓ les métiers porteurs (demande en formation/compétences) liés au développement des agropoles dans la région de la Kara sont identifiés ;
- ✓ Des données sur les bénéficiaires de la formation EQJA dans la région de la Kara sont disponibles;
- ✓ une cartographie des acteurs de la formation/insertion professionnelle (entreprises, ONGs, PTFs, établissements de formation, etc) opérant dans la région de la Kara est établie;
- ✓ les besoins et les opportunités de partenariats offertes par les acteurs (PTFs et entrepreneurs) potentiels pour l'insertion des sortants de l'EQJA sont identifiés.

IV- METHODOLOGIE

L'étude se déroulera en deux phases/Volet

Phase/Volet 1: Identification des métiers porteurs

L'étude sur la thématique se fera de manière participative sous la coordination du Département de l'observatoire de l'emploi (DOE) de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE). Pour ce faire, le DOE élaborera des outils de collecte notamment le questionnaire et le guide d'entretien qui seront soumis à validation.

La méthodologie retenue pour atteindre les objectifs visés est l'enquête auprès d'entreprises agricoles, les organisations d'encadrement des agriculteurs et des éleveurs, les centres de formation agricoles, les PTF et les services publics chargés de l'agriculture, de la formation professionnelle et de l'alphabétisation.

Ensuite, il sera procédé à l'organisation de la collecte sur le terrain. Elle se fera auprès de toutes les unités statistiques suscitées de la région de la Kara intervenant directement ou indirectement dans les filières retenues par le projet agropole (agriculture végétale comprenant maïs, riz, soja, sésame, anacarde, tomate et pisciculture). La liste exhaustive de ces unités statistiques sera obtenue auprès des structures déconcentrées du ministère de l'agriculture et du ministère chargé de la formation professionnelle dans la région de la Kara.

Après la saisie des informations collectées sous une maquette conçue à cet effet, le DOE s'organisera pour traiter les données avec les logiciels statistiques appropriés (SPSS, Stata) afin d'élaborer un rapport qui sera soumis à validation.

Annexe 2 : Liste des acteurs rencontrés à Kara

N° ordre	NOMS	PRENOMS	FONCTION	CONTACT
Préfecture de la Kozah				
1	Col. BAKALI	H. Badibawu	Préfet de la Kozah	90 04 23 71
2	N'LOWA	Kokoutchè	Secrétaire Général de la Préfecture de la Kozah	91 84 24 22
Direction Régionale de l'Agriculture, de l'élevage et de l'Hydraulique (DRAEH)				
1	KPANDIKA	Tritokina	Directeur régional Adjoint	90 22 37 51
2	LAOUDIMA	Essowè	Responsable régional ICAT	90 01 95 41 98 55 95 10
3	WETRO	Edem	Coordonnateur régional du Projet national de promotion de l'entrepreneuriat rural (PNPER)	90 00 67 88
4	BANIZI	Dadja	Chef section Aménagement, Equipement et Mécanisation agricole	90 09 56 79
5	SALAMI	Daouda	Chef section Production Végétale	91 61 95 84
6	BOYODA	Tchilabalo Koffi	Agronome chercheur à ITRA	92 17 93 21
7	TCHAMI	Abdel-Aziz	Président de la chambre régionale d'agriculture	91 74 25 55
8	ABOA	Kossi	Coordonnateur du Projet de développement de la production rizicole dans la région de la Kara (PDPR-K)	90 25 54 03 99 65 07 54
Direction Régionale de l'action sociale				
1	BATCHASSI	Essohanam	Chef division Alphabétisation et éducation non formelle	91 85 91 20

Répertoire des sociétés coopératives (région de la Kara)

N°	Préfecture	Canton	Village	Dénomination de la Société Coopérative	Objet social	Contact
1	BASSAR	Kabou	Kabou	SCOOPS TIGHAN-NDANE	Achat, stockage et vente de céréales et soja	PONDIKPA Justine 91365195, NIKABOU Mountone 91820564, BONFOH Assanatou 92931932
2	BASSAR	Kabou	Kabou	SCOOPS GRACE A DIEU	Production Riz	BAWILI Babaname Martine 91 48 22 79
3	DANKPEN	Naware	Naware Centre	SCOOPS NILIMON	Achat, stockage et vente du maïs et soja	MADAME TATERE 91 22 90 29
4	DANKPEN	Naware	Kondjado	SCOOPS BITRITE	Culture du Maïs et Riz	93851214/92870519
5	DANKPEN	Naware	Naware Centre	SCOOPS GMATCHAM	Culture du Riz	TAPOUNE Bilanne s/c 90 52 81 14 (93 08 54 12)
6	DANKPEN	G/Kouka	Kissamossi	SCOOPS TITCHOUMOB	Production Maïs, Riz	91120971
7	DANKPEN	Natchitikpi	Arago-tè	SCOOPS ESSIM COMBA	Production Riz	90766613/98626712
8	DANKPEN	Natchitikpi	Mambi	SCOOPS DNINIDMA	Production Riz	AGO Akprika 92200191 (92201691/9830402 1)
9	DANKPEN	Natchitikpi	Oubouna losso	SCOOPS TCHAROU SARA	Production Riz	93 19 16 24/ 92 67 59 98
10	DOUFELGO U	Alloum	Misséouta	SCOOPS DIHEZI	Production Maïs, Riz	SOOTOU Ahère (SG) 92398116
11	DOUFELGO U	Alloum	Misséouta	SCOOPS DIL-HOMA	Production Maïs, Riz	BATANTA Wémbéalogou (SG) 93321319
12	DOUFELGO U	Alloum	Misséouta	SCOOPS ESPERANCE	Production Maïs, Riz	SANTE Katanga (SG) 92304677
13	DOUFELGO U	Alloum	Misséouta	SCOOPS MIDJAWA	Production Maïs, Riz	DABA Sekendé (P) 92667206
14	DOUFELGO U	Alloum	Misséouta	SCOOPS P'LAA	Production Maïs, Riz	AHOUNTE Tchassou (SG) 93 32 13 19
15	DOUFELGO U	Léon	Bidjandè	SCOOPS CAB1	Production Maïs, Riz	AKAYA Tchaou (P) 90637037
16	DOUFELGO U	Léon	Léon-Centre	SCOOPS M'PISSI	Production Maïs, Riz	TCHAOU DA Tchikri Modeste (SG) 99107875
17	DOUFELGO U	Léon	Léon-Centre	SCOOPS TCHANHEZI	Production Maïs, Riz	TABOLO Abséré (P) 91262536
18	DOUFELGO U	Léon	Léon-Centre	LANHESSI	Production Maïs, Riz	

19	DOUFELGO U	Léon	Léon- Centre	DININIDAMA	Production Maïs, Riz	
20	DOUFELGO U	Léon	Léon-Yaka	COOP-CA "COOP- ZAAP LEON"	Production Maïs, Riz	TABOLO Alyé (m) (P) 91 84 15 81
21	DOUFELGO U	Léon	Léon-Yaka	SCOOPS ASSINIM	Production Maïs, Riz	AYENIME Arayéme (SG) 98558961
22	DOUFELGO U	Alloum	Broukou	SCOOPS MATCHATOM	Production Riz	KPEKOU Massimtima (f)(T) (S/C 90 46 17 60/ 93 11 24 74)
23	DOUFELGO U	Alloum	Broukou centre	SCOOPS ESSOWASSI	Production Riz	PATAKPENDE Véronique (f)(T) 91006808
24	DOUFELGO U	Alloum	Kpassidè	SCOOPS SOLIM	Production Riz	KARIME N'doh (f)(T) (S/C 92 38 68 75)
25	DOUFELGO U	Kadjalla	Kadjalla	SCOOPS FAWISSARA	Production Riz	
26	DOUFELGO U	Kadjalla	Agbassa	SCOOPS MEHEZA	Production Soja	KALEWA Gloria (f) (T) 92710724
27	KERAN	Atalotè	Atalotè centre	SCOOPS ALAOUNOUSSAR E	Production Riz	AHO Missiham 90460699
28	KERAN	Kantè	Kantè	SCOOPS MARANATHA	Production Riz	ABI Tchilalo 91469113
29	KERAN	Ossacré	Sintéwota	SCOOPS LOULAPSARA	Production Riz	N'KPAMOU Tahoundé 91757393
30	KOZAH	Soumdina	Katakpa	LELENG	Production Maïs, Riz	EZAO Matèmanao 92 25 19 26
31	KOZAH	Soumdina	Katakpa	LEZOULIWA	Production Maïs, Riz	MONDOMAZI Panawaï 91 54 23 60
32	KOZAH	Soumdina	Sodoa	SCOOPS SOLIM	Production Maïs, Riz	TCHAKADA Afi 91621418
33	KOZAH	Landa	Dewa	ESSOLOTIE	Production Maïs; Riz	PATAWANA Kpatcha 92 95 68 01
34	KOZAH	Landa	Kadja	ESSIYE-EEKU	Production Maïs; Riz	GNINO Kpakouda 90 72 11 45
35	KOZAH	Landa	Dewa	GNOULELENG	Production Maïs; Riz; Soja	BATCHASSI Somié 90 42 58 35
36	KOZAH	Bohou	Walidè	SCOOPS DISSINADAMA	Production Riz	
37	KOZAH	Landa	Houloun	SCOOPS ESSOKONA	Production Riz	N'DIYAKE Komlan (M) 91798121
38	KOZAH	Landa	Kadja	ESSO-EKONA- KIBANDOU	Production Riz	ANAWI Akesso 91 24 50 78
39	KOZAH	Landa	Kadja	ESSO- ESSINADOU	Production Riz	HALANGA Tobias 92 20 87 05
40	KOZAH	Lassa	Lao	SCOOPS GNOZITCHAO	Production Riz	KPEMOUA Laoudou (F) 90533214
41	KOZAH	Pyä	Akéï	SCOOPS ESPOIR	Production Riz	EGBELEOU Manatom (F)

						90335055
42	KOZAH	Atchangbad è	Atchangbad è	SCOOPS TABALA 80	Production Soja	AGO Tchalim Assangm 92227881
43	KOZAH	Bohou	Pyadè	SCOOPS EYAZAMA	Transf. de Soja	ABLE Essodina (F) 92854538
44	KOZAH	Bohou	Tchouyou	SCOOPS ESSOLOTIE	Transf. de Soja	ABOUZI Adouwarem (F) 91772268
45	KOZAH	Bohou	Walidè	SCOOPS ESSODONG	Transf. de Soja	PASSALI SAMA Rachel (F) 92288463
46	KOZAH	Bohou	Walidè	SCOOPS ESSOSOLIM	Transf. de Soja	BOULOUFEÏ Donga 91 36 47 68
47	KOZAH	Lama	Kara-ville	SCOOPS DIHEZA	Transformatio n de Soja	LEMOU Pidaniwè 91296607
48	KOZAH	Yadè	Loa	SCOOPS ESSOSSINA	Transformatio n du Soja	92728085

REPertoire DES GROUPEMENTS (REGION DE LA KARA)

N°	Dénomination de l'OPEA	Village	Activités	Contact	Prefecture
1	GNOZBLA	Guérin-Kouka	Prod riz	90 02 91 43	Dankpen
2	NILIGHIN	Guérin-Kouka	Prod riz	91 86 48 29	Dankpen
3	LOTIER	Gbangbalé	Prod riz	92 36 09 22	Dankpen
4	HIMA	Kouka	Prod riz	90 34 75 04	Dankpen
5	KPANKONA	Bidjandè	Prod Soja	91 65 16 62	Doufelgou
6	TEOUFEMA-LANTOH	Broukou	Maïs, Soja	92 48 02 74	Doufelgou
7	KOUROUMLAKIWE	Broukou	Maïs, Soja		Doufelgou
8	DEFEZI-DAMA	Misséouta	Maïs, riz	91 85 27 76	Doufelgou
9	TEOFEMA	Akéï	Prod céréales, haricot, soja	s/c 91 62 34 51	Kozah
10	SOLIM Kioudè	Kioudè	Prod céréales, haricot, soja	91 98 26 37	Kozah
11	KOBOYO	Kodah	Prod maïs, riz, arachide	91 81 83 79	Kozah
12	DISSOLIDAMA	Lao	Prod céréales, soja	92 20 15 65	Kozah
13	DIGNABANA	Tchamdè	Prod maïs, sorgho, soja	91 84 16 26	Kozah
14	ESSOSSINA	Tchamdè	Prod céréales, haricot, soja	s/c 92 38 71 90	Kozah
15	PISSINA-PAWEÏ	Tchamdè	Prod céréales, haricot, soja	92 58 65 19	Kozah
16	NOYOUTATCHAYEM	Léo	Prod maïs, riz	90 26 03 73	Kozah
17	POUWEREOU	Piyoh	Com céréales	91 19 46 30	Kozah
18	DHOYO-BAWE	Karè	Prod riz	92 16 26 17	Kozah
19	ESSODIDAH	Bounoh	Prod maïs, riz	90 77 27 22 / 92625651	Kozah
20	TATCHATOM	Sara Gnatre	Prod maïs/riz	90 64 19 62	Kozah
21	BOZINAMBO	Sara Gnatre	Prod maïs/riz	99 99 73 55	Kozah
22	ASSENEM	Sara	Prod céréales, haricot,soja	92 46 35 57	Kozah
23	LIDAOUWE	Kigbeleing	Prod maïs/riz		Kozah
24	HEZOUWE	Fatou	Prod maïs/riz		Kozah
25	GNABANA	Siouda	Prod maïs, soja	90 71 14 85	Kozah
26	SOLIME Siouda	Siouda	Prod maïs, soja	90 59 13 01	Kozah
27	EHELE-BILAKI	Pyadè	Transform Soja	90 59 50 22	Kozah
28	MAMATCHI	Loa	Prod céréales, haricot, soja	92 29 16 63	Kozah
29	VAPE Riz (actuel FES - Sarl)	Ville de Kara	Transformation riz	90261032/ 98478773	Kozah

**REPERTOIRE DES STRUCTURES DE FORMATION PROFESSIONNELLE AGRICOLE
ENQUETEES**

<i>N°</i>	<i>Nom de la structure</i>	<i>Tel</i>	<i>Domaines d'intervention</i>	<i>Personnes ressource & titre</i>	<i>Localisation du siège social</i>
1	Programme d'Aide pour le Développement Economique et Social (PADES)	26685235	La protection de l'enfance, la protection et la gestion de l'environnement, la promotion des activités génératrices de revenus	BATCHALE Agouda, Directeur (228)9094747; ADJABO Ekpao, Président	Kara, canton de Tchitchao
2	Centre d'Etudes et d'Action pour la Promotion des Initiatives Communautaires (CEAPIC)	26600270	Promotion de l'éducation, Microfinance, Education, Promotion de l'agriculture et de l'élevage	AWADE N'na, Présidente; MANOU Koffi, secrétaire	Kara, quartier Tomdè
3	Foyer Pierre du Pauvre (FPP)	26600076	Education scolaire, Artisanat, Agropastoral	Directeur: LEMOU Michel (228)9991575	Kara, quartier Tomdè
4	Santé Rurale en Afrique (SAR - Afrique)	26609026	Santé communautaire, Développement agropastoral, Protection de l'environnement, Protection de l'enfance	BIGAMBOU Komi, Président	Kara, village Somdina
5	ONG Association pour le Développement Social et Agricole (A.D.S.A)	26645053	promotion des soins de santé primaires; lutte contre les grandes maladies endémiques; scolarisation et formation des enfants; organisation de la population à la base en groupements de production agropastorale; protection de l'enfant et de l'environnement	P'KLA Tuw-Eléou (Cel: 9145208)	Kétao
6	GAUSEN-DIP (Groupe d'Appui Socio-économique Nouvelle pour un Développement Intégré des Populations)	90355333	environnement, agriculture, droit de la femme	Mme TCHALARE Odette	Qtier Tomde
7	RAYON VIOLET	90 35 21 15/90 04 16 40	Protection de l'enfant à travers le parrainage en milieu scolaire, la sensibilisation à l'éducation des enfants et parents, lutte contre la pauvreté en milieu rural, promotion de la production agricole		Kara Bohou
8	PADI Association Programme Action pour le développement Intégral	90 39 08 60	Renforcement des capacités, agro-écologie et élevage familiale, santé/Hygiène et Assainissement, infrastructure sociales et rurale	Léon Napo KONDO	Kara Tchaloudè
9	Action Développement Femme et Enfant (ADEFE)	90 14 69 10/92 40 77 87	Education, Santé, Environnement, Agriculture et Commerce	BEGUEM Nakodja	Gérin-kouka
10	Amis de l'Environnement et de l'Enfant Epanoui (A3E)	91 24 45 48/90 02 46 32	Environnement, Hydraulique et Agriculture	TCHAMOU SSA Moise/ TCHAKPEL EOU Blaise	Kara Atéda
11	Centre international de développement agropastoral (CIDAP)	BP 80 Niamtougou Tél: 26 65 02 51 E-mail : cidapbaga@gmail.com Contact responsable : 91 43 61 48 / 99 49 57 79	<ul style="list-style-type: none"> • Restauration écologique des sols • Techniques de production agricole • Elevage (volaille, lapin, porc, moutons, chèvres, bœufs) • Maraîchage écologique 	M. BAYAMNA Patrick	Siou/Douf elgou

			<ul style="list-style-type: none"> • Permaculture • Techniques de maîtrise de l'eau • Apiculture Pisciculture 		
12	Usine de production de matériel agricole et hydraulique villageoise (UPROMAH)	Tél : 26 60 11 63 / 26 60 61 01 90 04 33 77	Fabrication d'équipements et matériel agricole et hydraulique	DG UPROMAH	Kara
13	INFPP-Kara	Tél : 26 60 62 68	Electricité d'équipement, Mécanique automobile	Directeur	Kara

**REPERTOIRE DE TOUTES LES STRUCTURES DE FORMATION PROFESSIONNELLE
DANS LA REGION DE LA KARA**

N° ordre	Centres ou établissements	Adresses	Offres de formations
1	Centre de formation féminine el-houda	Bafilo Tel1: 90 00 59 33 Tel2: 99 95 46 11	-Coiffure Dame -Couture Dame -Couture homme dame
2	Centre de Formation des jeunes (CFJ)	BP 40 Bafilo Tel: 90 84 31 89	-Couture Homme - Couture Dame - Menuiserie du bois - Boulangerie - Tissage de pagne - Art plastique - Savonnerie
3	Centre de Formation Technique et professionnel – Bassar (CITF-Bassar)	Nangbani Tel1: 90 12 26 04 Tel2: 22 43 61 55	-Electricité bâtiment - Maçonnerie
4	Centre de formation socio-professionnelle et technique (CFSPT)	Sanda BP 32 Kabou Tel1: 92 15 15 23 Tel2: 98 89 08 84 sandapopu@gmail.com	- Maçonnerie -Menuiserie - Menuiserie du bois
5	Institut Arnauld Jensean (IAJ)	Nangbani Tel1: 90 05 83 14 Tel2: 98 56 99 20	-Electricité d'équipement - Maçonnerie
6	Centre de Formation technique et professionnelle Pagouda (CFTP Pagouda)	Pagouda Tel1: 90 34 63 34 Tel2: 26 70 23 07	- Maçonnerie -Electricité d'équipement
7	Centre International de Développement Agro-pastoral (CIDAP)	Baga, BP 80 Niamtougou Tel1: 26 65 02 51 Tel2: 91 43 61 48 cidapbaga@gmail.com	- Agro pastoral - Comptabilité et gestion - Agroalimentaire - permaculture
8	Institut polytechnique père Brungard (IPB)	Koka BP 87 Niamtougou Tel1: 90 78 68 89 Tel2: 98 12 95 32	- Série G1 (Techniques administratives) - Série G2 (Technique quantitative de

		pierretessaga@gmail.com	gestion)
9	Collège d'enseignement Technique	BP 05 Kantè Tel1: 26 61 91 62; Tel2: 26 61 91 63	- Maçonnerie -Menuiserie du bois
10	Lycée d'enseignement technique et professionnel (LETP)	Kantè Tel1: 26 67 01 65 Tel2: 26 67 01 66	-Série F4 (Génie civil) - Série G1 (Techniques administratives)
11	Collège d'Enseignement Technique (CET)	Pya, BP: 08 Tel1: 90 06 80 48, Tel2: 26 68 52 23	-Maçonnerie -Menuiserie du bois -Plomberie -Electricité d'équipement -Génie civil -Electrotechnique
12	Centre des Formations Professionnelles Don Bosco (CFP don bosco)	Kpelwayi, BP: 189 kara; Tel1: 24 45 74 99; Tel2: 90 00 97 50; Email: ceafofdo@gmail.com	-Electricité d'équipement -Maçonnerie -Menuiserie du bois -Série F3 -Série F4 -Construction Métallique
13	Centre de Promotion Féminine Saint Jean XXIII (CFP saint jean XXIII)	Kara, BP: 214, Tel1: 92 03 77 10, Tel2: 26 60 04 01	-Couture Dame -cuisine
14	Centre informatique et Bureautique Kara (CIB-INTA-Kara)	Kara, s/c 01BP: 1821, Tel: 22 26 09 16, Tel2: 22 26 70 45; Email: cibtogo@yahoo.fr	-Génie civil - Comptabilité et gestion - Assistant de direction - Action commerciale et force de vente - Communication des entreprises - Maintenance informatique et réseaux - Secrétariat bureautique - aide comptable - Secrétariat bureautique - Comptabilité Informatique - Assistant de gestion pme/pmi
15	Centre Régional d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle (CRETFP)	Shell II, BP:437 Kara, Tel1: 26 60 62 86, Tel2: 26 60 03 58	- Série G1 (Techniques administratives) - Série G2 Technique quantitative de gestion - mécanique auto - Carrosserie automobile -Construction Métallique -Mécanique Auto Moto -Chaudronnerie
16	Ecole hôtelière Alcor	BP: 20635 Kara, Tel1: 92 85 32 82; Tel2: 23 20 00 18; Email:	-Hôtellerie -Restauration -Cuisine

		alcortogo@yahoo.fr	
17	Ecole Supérieure des Ponts et Chaussées (ESPC)	Kara, Tel1: 91 95 15 99, Tel2: 96 15 08 76, Tel3: 91 90 28 95	-Génie civil
18	Institut National de Formation et de perfectionnement Professionnels (INFPP)	Shell II, BP: 567 Kara, Tel: 26 60 62 68	-Mécanique auto -Electrotechnique
19	Institut Polytechnique Ricardo (IPR)	Kara, BP 733, Tel: 26 60 06 84	- Série G1 (Techniques administratives) - Série G2 Technique quantitative de gestion - Série G3 Techniques commerciale
20	Institut Supérieur de Gestion Mon Seigneur Bakpessi (ISG MGR BAKPESSI)	BP: 484 Kara; Tel1: 26 61 03 67, Tel2: 91 62 16 67	- Assurance - Agronomie - Sciences de l'information documentaire et de la communication - Environnement - Maintenance et réseaux informatique - Agro-alimentaire - Sante publique - Assistance sociale et développement - Transport logistique et transit - Banque - Développeur d'application - Commerce international - Action commerciale et force de vente - Comptabilité et gestion - Communication des entreprises - Assistant de gestion pme/pmi - Secrétariat de direction
21	Institut supérieur de Management Adonai (ISMA)	Kara, s/c 22BP: 18 Lomé, Tel1: 26 70 60 29, Tel2: 90 06 31 67	- Comptabilité et gestion - Action commerciale et force de vente - Communication des entreprises - Secrétariat de direction -Banque/assurance -Audit et contrôle de gestion -Marketing et communication -Management des ressources humaines -Management des projets
22	Institut Technique MGR Bakpessi (IT MGR BAKPESSI)	BP: 484 Kara, Tel1: 26 61 03 67, Tel2: 91 62 16 67	- Série G1 (Techniques administratives) - Série G2 Technique quantitative de gestion - Série G3 Techniques commerciale
23	Institut Technique Commerciale et Industrielle (ITCI)	Kara, Tel1: 91 95 69 37, Tel2: 90 30 17 66	- Série G1 (Techniques administratives) - Série G2 Technique quantitative de

			gestion -série F4
24	Université de Kara (UK)	AGNARAM Tel1 : 23 20 78 29 TEL2 : 23 20 78 31	<ul style="list-style-type: none"> -géographie -Sciences du langage -Lettres modernes -Anglais -Histoire -Littérature anglo-africaine -Littérature américaine -Philosophie générale -Philosophie politique et droit -Sociologie rurale -Science culture et développement -Sociologie de l'éducation -Sociologie urbaine -Finance et comptabilité -Marketing et management -Gestion des ressources humaines -Economie du développement -Economie rurale et environnement -Economie internationale -Gestion de la politique économique -Planification suivie évaluations des projets -Sciences politiques -Droit public -Droit prive -Carrières judiciaires -Mathématiques -Physiques -Chimie applique -Eau et environnement -Energie renouvelable

GUIDE D'ENTRETIEN

ITRA, ICAT, Direction régionale de l'agriculture, Mairie, Préfecture, Responsables projets et programmes agricoles, les faitières des OP et PTF agricole

- 1- Quelles sont les principales filières agricoles disponibles dans votre région?
- 2- Parmi ces filières, lesquelles, selon vous, sont porteuses (en termes d'emplois, de revenus et de durabilité) dans votre région? Pourquoi?
- 3- Que pensez-vous des filières comme maïs? riz? soja? sésame? anacarde? tomate? volailles (poules, pintades) et pisciculture?
- 4- D'après vous, quelle est la filière la plus porteuse alors dans votre région? Pourquoi ?
- 5- Quels sont les principaux acteurs (fournisseurs des intrants agricoles, producteurs, transformateurs, commerçants, organisations professionnelles, structures de formation, etc.) de la filière la plus porteuse?
- 6- Est-ce que ces différents acteurs développent des relations d'affaires ? lesquelles et comment se réalisent elles ? Apprécier la durabilité !
- 7- Quels sont les atouts et contraintes liés à la filière la plus porteuse de votre région?
- 8- Par rapport aux contraintes quelles sont les dispositions ou initiatives prises pour les juguler ?
- 9- A votre connaissance, quels sont les métiers adossés à cette filière la plus porteuse ?
- 10- Est-ce que ces métiers et compétences nécessaires à la promotion de la filière sont disponibles et accessibles ?
- 11-a) Listez trois (3) métiers les plus porteurs (en terme de création d'emploi et de revenu satisfaisant) liés à la filière la plus porteuse ?
 - b) Quels sont les principaux acteurs (y compris les structures de formation) de chacun de ces métiers porteurs?
- 12- Existe-t-il :
 - a) une orientation stratégique pour développer la filière la plus porteuse?
 - b) un mécanisme d'appui/accompagnement (projet, programme, disponibilité de financement, conseils, etc.) des acteurs de la filière la plus porteuse?
- 13- Avez-vous des suggestions à faire par rapport à l'étude?

QUESTIONNAIRE ENTREPRISE AGRICOLE	
RÉGION□
PRÉFECTURE□□
LOCALITE	.....
QUARTIER	.....
MILIEU DE RÉSIDENCE Urbain=1 Rural=2□□
Nom de l'entreprise	.....
Type d'entreprise	1- Entreprise individuelle (ferme) 2- ESOP 3- SCOOPS 4- SCOOP-CA 5- Groupement 6- Autres à préciser
Nom et prénoms du répondant	.....
Fonction du répondant	.....
Téléphone du répondant□□□□□□□□
RESULTAT DE L'INTERVIEW	<i>Complètement rempli</i> <i>Partiellement rempli</i> <i>Refusé</i> <i>Pas à la maison</i> <i>Autre (à préciser)</i> □

AGENTS DE COLLECTE

	NOM ET PRÉNOMS	CODE	DATE (JJ/MM/2017)	TELEPHONE	OBSERVATIONS
AGENT ENQUETEUR		□□	□□□□2017		
CONTROLEUR		□□	□□□□2017		

N°	QUESTIONS OU FILTRES	CODES	PASSER A
I. Informations générales sur l'entreprise			
Q1.1	Quelles sont les activités de votre entreprise ? <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	
Q1.2	Quelle est l'activité qui rapporte plus à l'entreprise ? <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	
Q1.3	Pourquoi avez-vous choisi d'évoluer dans ce domaine d'activités? (donner la raison principale)	<i>1 – disponibilité d'intrants</i> <i>2 – facilité de production (atouts du milieu)</i> <i>3 – Existence de débouchés</i> <i>4 – Rapporte beaucoup de revenus</i> 5 - Autre (à préciser) : _____ <input type="checkbox"/>	
Q1.4	Quels sont les produits/services que votre entreprise offre ? <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	
Q1.5	A qui est destinée votre production ?	(Oui= 1 Non =2) <i>1 - Individus/ Consommateurs finaux</i> <input type="checkbox"/> <i>2 – Autres entreprises</i> <input type="checkbox"/> <i>3 – Institutions de l'Etat (ICAT, ITRA, ANSAT, ...)</i> <input type="checkbox"/> <i>4 – ONG</i> <input type="checkbox"/> 5 - Autre (à préciser) : _____ <input type="checkbox"/>	
Q1.6	Est-ce que votre activité la plus rentable est exercée permanemment toute l'année ?	<i>1. Oui (permanente)</i> <i>2. Non (saisonniers)</i> <input type="checkbox"/>	
Q1.7	Quel est en moyenne le chiffre d'affaires annuel de votre entreprise ?	<i>1 – <= 120 000 F CFA</i> <i>2 –] 120 000 à 240 000F CFA]</i> <i>3.] 240 000 à 500 000F CFA]</i> <i>4 –] 500 000 à 1 000 000F CFA]</i> <i>5.] 1 000 000 à 5000 000F CFA]</i> <i>6. > 5000 000F CFA</i> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	
Q1.8	Quel est en moyenne le chiffre d'affaires annuel de l'activité la plus rentable de votre entreprise ?	<i>1 – <= 120 000 F CFA</i> <i>2 –] 120 000 à 240 000F CFA]</i> <i>3.] 240 000 à 500 000F CFA]</i> <i>4 –] 500 000 à 1 000 000F CFA]</i> <i>5.] 1 000 000 à 5000 000F CFA]</i> <i>6. > 5000 000F CFA</i> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	

N°	QUESTIONS OU FILTRES	CODES			PASSER A
II. Demande pour les produits/ services					
Q.2.1	Quel est le montant des ventes mensuelles des produits/ prestations de services de l'activité la plus rentable?	<i>1 – Un bon mois</i> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> F CFA <i>2 – Un mauvais mois</i> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> F CFA			
Q.2.2	Quel est en moyenne le montant des dépenses mensuelles liées à l'activité la plus rentable de votre entreprise?	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> F CFA			
Q.2.3	Combien de personnes travaillent dans votre entreprise en ce moment?		<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>	<i>Total</i>
		<i>Permanent à temps plein</i>			
		<i>Permanent à temps partiel</i>			
		<i>Temporaire</i>			
		<i>Total</i>			
Q.2.4	Combien de personnes travaillent sur l'activité la plus rentable de votre entreprise en ce moment?		<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>	<i>Total</i>
		<i>Permanent à temps plein</i>			
		<i>Permanent à temps partiel</i>			
		<i>Temporaire</i>			
		<i>Total</i>			
Q.2.5	Au cours des 12 derniers mois, avez-vous cherché à recruter du personnel ?	<i>1. Oui</i> <i>2. Non</i>			Si 2⇒Q.2.12
Q.2.6	Pour quels métiers avez-vous cherché à recruter du personnel ? <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>			
Q.2.7	Quel est le niveau d'instruction que vous avez recherché chez les candidats ?	<i>1. Aucun</i> <i>2. Etude primaire</i> <i>3. Alphabétisé</i> <i>4. Enseignement général (Secondaire)</i> <i>5. Enseignement technique et professionnel (Secondaire)</i> <i>6. Enseignement supérieur</i> <i>9. Autre (précisez) _____</i>			
Q.2.8	Combien d'employés avez-vous recruté au cours des 12 derniers mois?	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>			
Q.2.9	Avez-vous eu des difficultés lors de ces recrutements ?	<i>1. Oui</i> <i>2. Non</i>			Si 2⇒Q.2.12
Q.2.10	Quelles sont ces difficultés ?	(Oui= 1 Non =2)			
		<i>1 - Pas de candidats répondant au profil demandé</i>	<input type="text"/>		
		<i>2- Pas suffisamment de candidats</i>	<input type="text"/>		
		<i>3 - Candidats n'ayant pas les compétences nécessaires</i>	<input type="text"/>		
		<i>4 - Candidats s'attendant à des salaires plus élevés que l'offre</i>	<input type="text"/>		
		<i>5- Candidats n'aimant pas les conditions de travail</i>	<input type="text"/>		

N°	QUESTIONS OU FILTRES	CODES	PASSER A
		9 – Autre (à préciser) _____ <input type="checkbox"/>	
Q.2.11	Quels sont les métiers pour lesquels vous n'avez pas eu (ou avez eu peu) de candidature ? <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	
Q.2.12	Par quel biais avez-vous recruté vos collaborateurs ? (ou recruterez-vous vos futurs collaborateurs ?)	(Oui= 1 Non =2) 1 - Candidatures spontanées <input type="checkbox"/> 2 – ANPE <input type="checkbox"/> 3 - Cooptation (réseau personnel ou professionnel) <input type="checkbox"/> 4 - Annonces dans la presse ou sur les sites spécialisés <input type="checkbox"/> 5 - Cabinets de recrutement <input type="checkbox"/> 6 – Salons de recrutement <input type="checkbox"/> 7 – Affichages <input type="checkbox"/> 8 - Relations écoles / universités <input type="checkbox"/> 9- Autre (préciser)..... <input type="checkbox"/>	
MAINTENANT JE VOUDRAIS POSER DES QUESTIONS PAR RAPPORT A L'IMPORTANCE DE CERTAINES CARACTERISTIQUES DE VOS EMPLOYES (SI IL S'AGIT D'UNE ENTREPRISE INDIVIDUELLE, DEMANDEZ PAR RAPPORT AUX EMPLOYES POTENTIELS DANS L'AVENIR).			
Q.2.13	Est-ce-que vous accepteriez recruter les personnes handicapées ?	1. Oui 2. Non <input type="checkbox"/>	SI 2 ⇒ Q.2.15
Q.2.14	Si oui, dans quelles activités ?	..... ..... .....
Q.2.15	Sinon, pourquoi ?	..... ..... ..... .....
Q.2.16	Auriez-vous besoin de la main d'œuvre (besoin de recrutement) dans les 12 ou 24 prochains mois?	1. Oui 2. Non <input type="checkbox"/>	SI 2 ⇒ Q.2.18
Q.2.17	Pour quels métiers auriez-vous besoin de la main d'œuvre? <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	
Q.2.18	De manière générale, quels sont les niveaux d'instruction que vous recherchez chez les candidats ?	(Oui= 1 Non =2) 1. Aucun <input type="checkbox"/> 2. Etude primaire <input type="checkbox"/>	

N°	QUESTIONS OU FILTRES	CODES	PASSER A
		3. Alphabétisé <input type="checkbox"/> 3. Enseignement général (Secondaire) <input type="checkbox"/> 4. Enseignement technique et professionnel (Secondaire) <input type="checkbox"/> 5. Enseignement supérieur <input type="checkbox"/> 9. Autre (précisez) _____ <input type="checkbox"/>	
Q.2.19	Quels sont les métiers porteurs (en terme d'emploi, de revenu et de durabilité) que vous avez identifié dans votre domaine (citer au plus trois)? <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	
Q.2.20	Est-ce que vous êtes disposés à recruter une personne peu ou non scolarisée mais ayant une qualification professionnelle ?	1. Oui 2. Non <input type="checkbox"/>	SI 1 → SECTION SUIVANTE
Q.2.21	Si non, pourquoi ?	..... ..... ..... .....
III. Evolution de l'entreprise / du secteur			
Q.3.1	Comment jugez-vous la situation financière de l'entreprise au cours des 12 derniers mois ?	1 - Très mauvaise (forte contraction) 2 - Mauvaise (contraction modeste) 3- Stable 4- Bonne (expansion modeste) 5- Très bonne (forte expansion) 6 - Ne veut pas répondre 7 - Ne sait pas <input type="checkbox"/>	
Q.3.2	Comment envisagez-vous la situation financière de l'entreprise dans les 3 années à venir ?	1 - Très mauvaise (forte contraction) 2 - Mauvaise (contraction modeste) 3- Stable 4- Bonne (expansion modeste) 5- Très bonne (forte expansion) 6 - Ne veut pas répondre 7 - Ne sait pas <input type="checkbox"/>	
Q.3.3	Pourquoi ?	..... ..... ..... .....
Q.3.4	Quels sont les principales difficultés qui entravent l'expansion de votre entreprise ?	(Oui= 1 Non =2) 1 – non disponibilité de main d'œuvre <input type="checkbox"/> 2 - Faible niveau d'instruction des candidats <input type="checkbox"/> 3 - Manque de compétences techniques des candidats <input type="checkbox"/> 4 - Fluctuation du personnel <input type="checkbox"/> 5 - Loi de travail, protection des employés <input type="checkbox"/> 6 - Niveau des salaires <input type="checkbox"/> 7 - Concurrence <input type="checkbox"/>	

N°	QUESTIONS OU FILTRES	CODES	PASSER A
		8 – difficile accès a la finance et cout de la finance <input type="checkbox"/> 9 – difficulté d'accès aux terrains <input type="checkbox"/> 10 – non disponibilité de matières premières <input type="checkbox"/> 11 – difficulté d'accès au marché (points de vente, etc.) <input type="checkbox"/> 12 - Electricité <input type="checkbox"/> 13 - Télécommunications, Transport <input type="checkbox"/> 14 - Permis/License d'opération <input type="checkbox"/> 15 - Taxes /impôts <input type="checkbox"/> 16 - Instabilité économique ou politique <input type="checkbox"/> 17 - Corruption et criminalité <input type="checkbox"/> 18 - Pratiques informelles dans le secteur <input type="checkbox"/> 99 – Autres (préciser) : _____ <input type="checkbox"/>	
Q.3.5	Quels sont les plans d'expansion de votre entreprise ?	(Oui= 1 Non =2) 1 - Investissements <input type="checkbox"/> 2 – Diversification de la clientèle <input type="checkbox"/> 3 - Offrir nouveaux produits ou service <input type="checkbox"/> 4 - Spécialisation <input type="checkbox"/> 5 - Partenariats <input type="checkbox"/> 6 - extension <input type="checkbox"/> 9 - Autres à préciser : _____ <input type="checkbox"/>	
IV. Chaîne de valeur			
Q.4.1	Quels sont les produits/services que vous achetez auprès d'autres entreprises (fournisseurs) ? <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	
Q.4.2	Où se trouvent ces entreprises (vos fournisseurs) ?	(Oui= 1 Non =2) 1 – Dans votre localité (Village, ville, préfecture) <input type="checkbox"/> 2 – Dans votre région <input type="checkbox"/> 3-- Dans d'autres régions du pays <input type="checkbox"/> 4 – Hors du pays <input type="checkbox"/>	
Q.4.3	Est-ce que vous avez besoin de certains produits/services que vous avez du mal à trouver (ou qui existent, mais la qualité est mauvaise /le prix est élevé)	1. Oui <input type="checkbox"/> 2. Non <input type="checkbox"/>	SI 2⇒Q.4.5
Q.4.4	Citez trois produits/services concernés <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	
Q.4.5	Comment les produits/services de	(Oui= 1 Non =2) 1 – Autoconsommation <input type="checkbox"/>	

N°	QUESTIONS OU FILTRES	CODES	PASSER A
	l'entreprise sont-ils écoulés/vendus?	2— Vente dans l'entreprise <input type="checkbox"/> 3 – Vente sur le marché local/régional <input type="checkbox"/> 4– Livraison aux entreprises clientes <input type="checkbox"/> 5 –Vente hors du pays <input type="checkbox"/> 9–Autres (à préciser)..... <input type="checkbox"/>	
Q.4.6	Est-ce que votre entreprise maintient des liens réguliers avec des institutions de formations ou éducatives pour le recrutement, la formation, ou d'autres raisons ?	1. Oui 2. Non <input type="checkbox"/>	2⇒Q.4.8
Q.4.7	Si oui, pour quel motif ?	Modalités.....	
Q.4.8	Qu'est-ce que vous suggérez pour améliorer la formation des jeunes afin de mieux répondre aux besoins de votre entreprise/secteur d'activité?	..... ..... ..... .....
Q.4.9	Est-ce que vous seriez ouvert à l'idée d'entrer en partenariat avec un institut/centre de formation et d'offrir des stages ou compléments de formation pratique ou théorique aux apprenants ?	1. Oui 2. Non <input type="checkbox"/>	
Q.4.10	Est-ce que vous seriez ouvert à l'idée d'entrer en partenariat avec un institut/centre de formation et d'offrir des stages ou compléments de formation pratique ou théorique aux personnes handicapées?	1. Oui 2. Non <input type="checkbox"/>	SI 1⇒FIN
Q.4.11	Sinon, pourquoi ?	..... ..... ..... .....

QUESTIONNAIRE CENTRE DE FORMATION	
RÉGION.□□
PRÉFECTURE□□□
LOCALITE	.....
QUARTIER	.....
MILIEU DE RÉSIDENCE Urbain=1 Rural=2□□
Nom et prénoms du répondant	.....
Fonction du répondant	.....
Téléphone du répondant	□□□□□□□□□□
RESULTAT DE L'INTERVIEW	<i>Complètement rempli</i> <i>Partiellement rempli</i> <i>Refusé</i> <i>Pas à la maison</i> <i>Autre (précisez)</i> _____ □□

AGENTS DE COLLECTE

	NOM ET PRÉNOMS	CODE	DATE (JJ/MM/2017)	TELEPHONE	OBSERVATIONS
AGENT ENQUETEUR		□□□	□□□□□ 2017		
CONTROLEUR		□□□	□□□□□ 2017		

N°	QUESTIONS OU FILTRES	CODES	PASSER A
V. Informations générales sur la structure			
Q1.1	Nom de la structure de formation	.....
Q1.2	Date de création	| | | / | | | / | | | | |	
Q1.3	Adresse de la structure	BP : Tél 1 : Tél 2 : E- mail :	
Q1.4	Type de structure	1. Etablissement de formation 2. Centre de formation 3. Association/ONG 4. Autre (à préciser)..... | |	
Q1.5	Statut de la structure	1. Publique 2. Privée laïque 3. Privée confessionnelle | |	
Q1.6	Agrément	1. Oui 2. Non | |	
II- Informations sur la formation			
Q2.1	Type de formation	1. Classique <input type="checkbox"/> 2. Dual/alternance <input type="checkbox"/> 3. Modulaire <input type="checkbox"/> 4. A la carte <input type="checkbox"/>	
Q2.2	Quelles sont les filières/spécialités de formations disponibles dans votre structure?	1..... <input type="text"/> 2..... <input type="text"/> 3..... <input type="text"/> 4..... <input type="text"/> 5..... <input type="text"/>	
Q2.3	Quelle est la durée de formation dans votre structure ?	1. Durée minimale | | | Mois | | Semaine(s) 2. Durée maximale | | | Mois | | Semaine(s)	
Q2.4	Quels sont les métiers possibles pouvant découler de vos filières de formation ?	Filière 1: Filière 2 :..... Filière 3 :..... Filière 4 :..... Filière 5 :.....	
Q2.5	Votre structure assure- t- elle des formations en langues locales ?	1. Oui 2. Non <input type="checkbox"/>	Si 2⇒Q2.8
Q2.6	Si oui, listez ces langues locales ?	1..... <input type="text"/>	

		2..... <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> 3..... <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> 4..... <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> 5..... <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	
Q2.7	Quelles sont les formations dispensées en langues locales?	1..... <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> 2..... <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> 3..... <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> 4..... <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> 5..... <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	
Q2.8	Si non, votre structure est- elle capable de dispenser les formations en langues locales ?	1. <i>Oui</i> 2. <i>Non</i> <input type="checkbox"/>	Si 2⇒Q2.10
Q2.9	Si oui, dans quelles langues locales ?	1..... <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> 2..... <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> 3..... <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> 4..... <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> 5..... <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	
Q2.10	Quel type de programme utilisez-vous pour assurer la formation?	1. Officiel (Etat) <input type="checkbox"/> 2. Propre à notre structure <input type="checkbox"/> 3. D'une autre structure <input type="checkbox"/> 4. Autre (à préciser)..... <input type="checkbox"/>	Si 1⇒Q2.11 2⇒Q2.12 3⇒Q2.13
Q2.11	Quelles sont les filières de formation pour lesquelles vous avez un programme officiel (Etat)?	1..... <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> 2..... <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> 3..... <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> 4..... <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> 5..... <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	
Q2.12	Quelles sont les filières de formation pour lesquelles vous avez un programme propre à votre structure ?	1..... <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> 2..... <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> 3..... <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> 4..... <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> 5..... <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	
Q2.13	Quelles sont les filières de formation pour lesquelles vous avez un programme transcrit en langue locale?	1..... <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> 2..... <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> 3..... <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> 4..... <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> 5..... <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	
Q2.14	Quelles sont les difficultés que vous rencontrez dans la formation?	1. Manque de formateurs qualifiés <input type="checkbox"/> 2. Insuffisances de ressources financières <input type="checkbox"/> 3. Insuffisance d'équipements et matériels <input type="checkbox"/> 4. Insuffisance de travaux pratiques <input type="checkbox"/> 5. Difficultés à placer les formés en stage <input type="checkbox"/> 6. Programmes inadaptés/dépassés <input type="checkbox"/>	

		9. Autre (à préciser)..... <input type="checkbox"/>	
Q2.15	Selon vous, parmi vos filières de formation, quelles sont celles qui permettent une insertion rapide des formés sur le marché du travail?	1..... <input type="checkbox"/> 2..... <input type="checkbox"/> 3..... <input type="checkbox"/> 4..... <input type="checkbox"/> 5..... <input type="checkbox"/>	
Q2.16	Existe-t-il des filières dans lesquelles vous avez cessé de former?	1. Oui 2. Non <input type="checkbox"/>	Si 2⇒Q2.17
Q2.17	Si oui, pour quelle (s) raison(s)?	1. Manque de formateurs qualifiés 2. Faible demande de formation dans la filière 3. Formation très coûteuse 4. Absence de débouchés pour les formés 5. Difficultés d'obtention de l'agrément 9. Autre (à préciser).....	
Q2.18	Existe-t-il des filières que vous souhaiteriez fermer dans les 12 ou 24 prochains mois?	1. Oui 2. Non <input type="checkbox"/>	Si 2⇒Q2.20
Q2.19	Si oui, lesquelles	1..... <input type="checkbox"/> 2..... <input type="checkbox"/> 3..... <input type="checkbox"/> 4..... <input type="checkbox"/> 5..... <input type="checkbox"/>	
Q2.20	Pour quelle (s) raisons souhaitez-vous fermer ces filières ?	1. Manque de formateurs qualifiés 2. Faible demande de formation dans la filière 3. Formation très coûteuse (peu rentable) 4. Absence de débouchés pour les formés 5. Difficultés d'obtention de l'agrément 9. Autre (à préciser).....	
Q2.21	Existe-t-il des filières que vous souhaiteriez ouvrir (créer) dans les 12 ou 24 prochains mois?	1. Oui 2. Non <input type="checkbox"/>	Si 2⇒Q2.23
Q2.22	Si oui, lesquelles ?	1..... <input type="checkbox"/> 2..... <input type="checkbox"/> 3..... <input type="checkbox"/> 4..... <input type="checkbox"/> 5..... <input type="checkbox"/>	
Q2.23	Pour quelle (s) raisons souhaitez-vous ouvrir (créer) ces filières ?	1. Disponibilité de formateurs qualifiés 2. Forte demande de formation dans la filière 3. Formation peu coûteuse 4. Existence de débouchés pour les formés 5. Autre (à préciser).....	
Q2.24	Est-ce que votre structure de formation est en partenariat (collaboration) avec les entreprises de votre localité?	1. Oui 2. Non <input type="checkbox"/>	Si 2⇒Q2.25

Q2.25	Si oui, précisez le(s) domaine(s) de partenariat.	<ol style="list-style-type: none"> 1. Placement des formés en stage 2. Appui/accompagnement dans le recrutement de la main d'œuvre 3. Travaux pratiques pour les apprenants de notre structure 4. Renforcement des capacités techniques du personnel des entreprises 5. Formation théorique des apprentis 6. Membre du comité de gestion de notre structure 9. Autre (à préciser)..... 	
Q2.26	Que faites-vous pour faciliter l'insertion professionnelle de vos formés?	<ol style="list-style-type: none"> 1. Appui conseil avant et pendant la formation 2. Appui conseil après la formation 3. Organisation/mise en réseau des formés 4. Facilités d'accès au financement/crédit 5. Appui en matériel et équipement 6. Mise à disposition de terrain/immeuble 9. Autre (à préciser)..... 	
Q2.27	Quelle(s) suggestion(s) pouvez-vous faire pour améliorer la formation et l'insertion professionnelle des jeunes ?	<p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>	

Bibliographie

Institut statistiques des études économiques et démographiques (INSEED), Rapport QUIBB, 2006

Institut statistiques des études économiques et démographiques (INSEED), Rapport QUIBB 2011

Institut statistiques des études économiques et démographiques (INSEED), Rapport QUIBB 2015

Paul Faure, « les sols de la Kara Nord Est-Togo : relation avec l'environnement », 1985

Institut statistiques des études économiques et démographiques (INSEED), Résultats détaillés de RGPH4, 2011

UNICEF, Rapport du recensement des enfants déscolarisés/non scolarisés au Togo, 2012.